

2015



KERING

RAPPORT
SEMESTRIEL

Chapitre 1

Kering au premier semestre 2015 – Chiffres clés	3
---	---

Chapitre 2

Eléments financiers du premier semestre 2015	6
1. Rapport d'activité	6
2. Comptes consolidés résumés	39
3. Rapport des Commissaires aux Comptes	71
4. Déclaration des Responsables du Rapport Financier Semestriel	72



Kering au premier semestre 2015

Chiffres clés

Chiffres clés consolidés du Groupe

Les informations comparatives 2014 ont été traitées comme décrit dans la Note 3 des Comptes consolidés.

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	5 512,5	4 710,4	+ 17,0 %
<i>dont pays émergents (en % du chiffre d'affaires)</i>	38,4%	38,1%	+ 0,3 pt
EBITDA	971,8	971,9	-
<i>Marge d'EBITDA (en % du chiffre d'affaires)</i>	17,6%	20,6%	- 3,0 pt
Résultat opérationnel courant	773,2	817,4	- 5,4 %
<i>Rentabilité opérationnelle (en % du chiffre d'affaires)</i>	14,0%	17,4%	- 3,4 pt
Résultat net part du Groupe	423,1	184,5	+ 129,3 %
dont activités poursuivies hors éléments non courants	489,2	562,3	- 13,0 %
Cash-flow libre opérationnel ⁽¹⁾	57,8	634,6	- 90,9 %

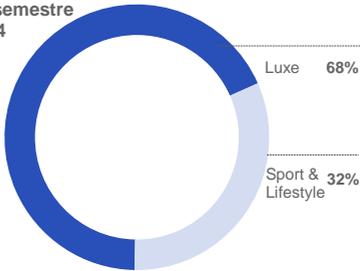
Données par action (en euros)	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Résultat net part du Groupe	3,36 €	1,47 €	+ 128,6 %
dont activités poursuivies hors éléments non courants	3,88 €	4,47 €	- 13,2 %

⁽¹⁾ Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles - acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles.

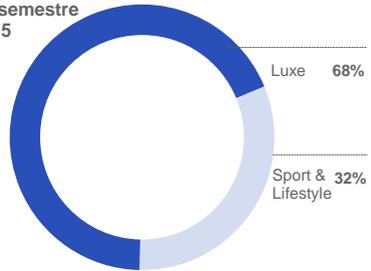


Evolution de la répartition du chiffre d'affaires par Pôle

1^{er} semestre
2014

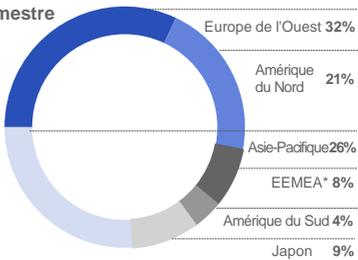


1^{er} semestre
2015

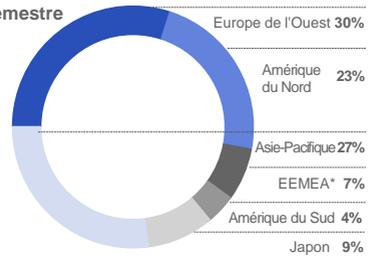


Evolution de la répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

1^{er} semestre
2014

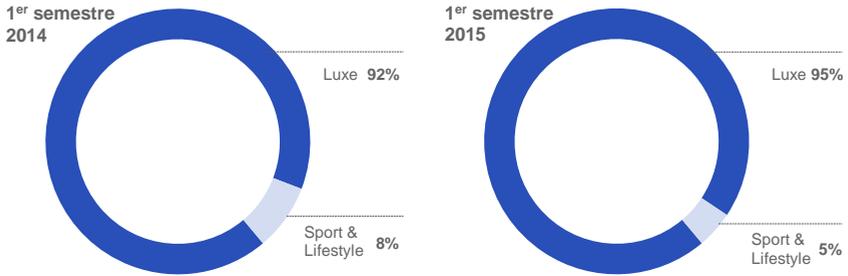


1^{er} semestre
2015



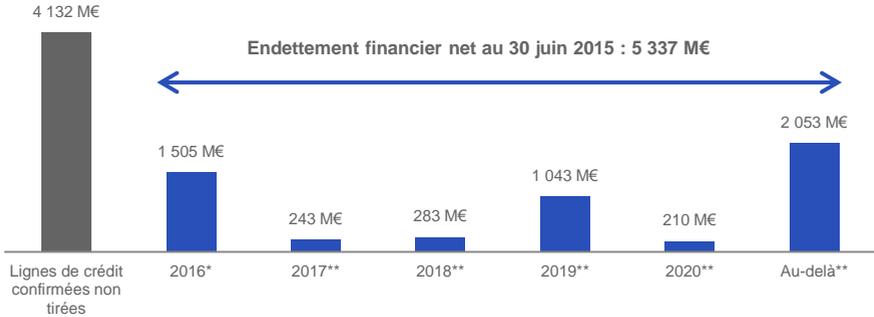
* EEMEA: Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique

Evolution de la répartition du résultat opérationnel courant par Pôle*



* Hors Corporate.

Echéancier de l'endettement financier net



* Dette brute sous déduction de la Trésorerie et équivalents de trésorerie et du financement des concours à la clientèle.

** Dette brute.



Eléments financiers du premier semestre 2015

1. Rapport d'activité

Préambule - définitions

IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, le Groupe a présenté certaines de ses activités comme des « activités arrêtées, cédées ou en cours de cession ». Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Résultat net des activités abandonnées », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie et le compte de résultat sur l'ensemble des périodes publiées.

Les actifs et passifs des « activités cédées ou en cours de cession » sont présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe, sans retraitement des périodes antérieures. Les actifs et passifs des « activités arrêtées » ne sont pas présentés sur des lignes séparées au bilan.

Comme indiqué en Note 10 des comptes semestriels consolidés résumés, Sergio Rossi et Redcats ont été présentés comme des « activités arrêtées, cédées ou en cours de cession ».

Définition du chiffre d'affaires « réel » et « comparable »

Le chiffre d'affaires (ou produit des activités ordinaires) « réel » du Groupe correspond à son chiffre d'affaires publié. Le Groupe utilise, par ailleurs, la notion de « comparable » qui permet de mesurer la croissance organique de ses activités. La notion de chiffre d'affaires « comparable » consiste à retraiter le chiffre d'affaires 2014 d'une part, des effets de variations de périmètre intervenues en 2014 ou 2015 et, d'autre part, des effets de change sur le chiffre d'affaires réalisé en 2014 par les filiales étrangères.

Définition du résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel total de Kering inclut l'ensemble des produits et des coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles et atypiques.

Les « Autres produits et charges opérationnels non courants », qui regroupent les éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents, sont de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique des entreprises du Groupe. Les « Autres produits et charges opérationnels non courants » comprennent notamment les dépréciations de goodwill et autres immobilisations incorporelles, les résultats de cession d'actifs immobilisés, les coûts de restructuration et les coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.



En conséquence, pour le suivi des performances opérationnelles du Groupe, Kering utilise comme solde de gestion majeur le résultat opérationnel courant, défini, comme la différence entre le résultat opérationnel total et les « Autres produits et charges opérationnels non courants » (Voir Note 6 des comptes semestriels consolidés résumés).

Le résultat opérationnel courant est un agrégat intermédiaire qui permet de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle de l'entreprise et qui peut servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente. Cet indicateur est présenté de façon constante et stable dans le temps et selon le principe de continuité et de pertinence de l'information financière.

La notion de résultat opérationnel courant à taux de change comparables intègre pour 2014 les effets de change sur le chiffre d'affaires et les achats des sociétés du Groupe, la variation du résultat des couvertures de change et l'effet des variations des devises sur la consolidation des résultats opérationnels courant hors zone Euro.

Définition de l'EBITDA

Le Groupe utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé EBITDA. Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations nettes aux amortissements et des provisions sur actifs opérationnels non courants, comptabilisées en résultat opérationnel courant.

La notion d'EBITDA à taux de change comparables se définit selon les mêmes principes que ceux du résultat opérationnel courant à taux de change comparables.

Définition du cash-flow libre opérationnel et du cash-flow disponible

Le Groupe utilise également un agrégat intermédiaire pour le suivi de sa performance financière dénommé cash-flow libre opérationnel. Cet indicateur financier correspond aux flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles sous déduction des investissements opérationnels nets (définis comme les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles).

Le cash-flow disponible correspond au cash-flow libre opérationnel augmenté des intérêts et dividendes reçus et diminué des intérêts versés et assimilés.

Définition de l'endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'endettement financier brut incluant les intérêts courus non échus diminué de la trésorerie nette, tels que définis par la recommandation du Conseil national de la comptabilité n° 2009-R.03 du 2 juillet 2009.

L'endettement financier net prend en compte les instruments financiers de couverture de juste valeur inscrits au bilan et relatifs aux emprunts bancaires et obligataires dont le risque de taux est couvert en totalité ou en proportion dans le cadre d'une relation de juste valeur (Note 18 des comptes semestriels consolidés résumés).

Pour les sociétés des activités de crédit à la consommation consolidées par intégration globale, le financement des concours à la clientèle est présenté en dettes financières. L'endettement financier net du Groupe s'entend hors financement des concours à la clientèle des activités de crédit à la consommation.



Faits marquants du semestre

Changement managérial et transition créative chez Gucci

Marco Bizzarri, Président et CEO de Gucci qui a succédé à Patrizio di Marco au 1^{er} janvier 2015 a annoncé le 21 janvier 2015 la nomination d'Alessandro Michele en tant que nouveau Directeur de la Création de Gucci suite au départ de la Directrice de la Création de la marque Frida Giannini.

Alessandro Michele a dorénavant l'entière responsabilité créative de toutes les collections de la marque et de l'image de la Maison. La première collection intégralement conçue par Alessandro Michele est la collection Croisière 2016 présentée à New York le 4 juin 2015. Elle sera distribuée en magasins à la fin du troisième trimestre 2015.

Finalisation du partenariat entre Kering et Safilo et lancement de Kering Eyewear

En 2014, Kering a annoncé sa volonté d'investir dans une entité dédiée et spécialisée dans l'Eyewear haut de gamme et sport, dirigée par une équipe qualifiée de professionnels expérimentés sous la direction de Roberto Vedovotto. Ce modèle innovant de gestion des activités Eyewear permettra au Groupe de capter pleinement tout le potentiel de croissance de ses marques dans cette catégorie.

Dans le cadre de ce mouvement stratégique, Kering et Safilo se sont mis d'accord pour faire évoluer leur partenariat. Ils entendent, en effet, mettre fin à l'actuel contrat de licence de Gucci avec deux ans d'avance, soit le 31 décembre 2016, en contrepartie notamment du versement d'une indemnité de 90 millions d'euros. Kering a annoncé, le 12 janvier 2015, avoir signé cet accord, qui couvre le développement produit, la fabrication et la fourniture des produits Eyewear de Gucci. Cet accord sera mis en œuvre à partir du 4^{ème} trimestre 2015 afin d'assurer une transition harmonieuse des activités Eyewear de Gucci.

Kering a annoncé le 18 mars 2015 la nomination de Roberto Vedovotto, CEO de Kering Eyewear, au Comité Exécutif du Groupe. Kering Eyewear a été officiellement lancé le 30 juin 2015 lors de la présentation de sa première collection « Collezione Uno » au Palazzo Grassi à Venise.

L'indemnité de 90 millions due à Safilo est considérée dans les comptes semestriels du 30 juin 2015 comme un actif incorporel qui sera amorti à partir du 1^{er} janvier 2017. Le premier des trois paiements a été effectué au 12 janvier 2015, les paiements suivants interviendront en décembre 2016 et septembre 2018.

Autres faits marquants du semestre

Le 15 janvier 2015, Kering a cédé les actifs du groupe Movitex à l'équipe dirigeante, après avoir recapitalisé la société selon les termes de l'accord préliminaire signé le 3 décembre 2014.

Le 20 mars 2015, Kering a réalisé une émission obligataire à taux fixe de 500 millions d'euros à 7 ans assortie d'un coupon de 0,875 %. Elle a été complétée par deux emprunts obligataires en devises : l'un de 150 millions de dollars américains émis sous forme de FRN (*floating rate note*) en mars 2015 pour une durée de 5 ans, et le second de 150 millions de dollars américains émis à taux fixe en juin 2015 pour une durée de 6 ans avec un coupon annuel 2,887 %.

Le 25 mars 2015, Kering a procédé au rachat des parts détenues par les actionnaires minoritaires de Sowind Group conformément aux accords signés en juin 2011 avec les co-actionnaires. Cette acquisition n'a pas d'incidence significative sur les comptes semestriels du groupe.

PUMA a annoncé le 30 juin 2015 avoir cédé les droits de propriété intellectuelle (dont la marque) de sa filiale Tretorn Group à la société américaine Authentic Brands Group, LLC (ABG). PUMA avait acquis Tretorn en 2002, société basée à Helsingborg en Suède et produisant des articles de sport et de loisirs. Cette cession s'inscrit dans le cadre du recentrage stratégique de PUMA sur ses activités principales.



Commentaires sur l'activité du premier semestre 2015

Les principaux indicateurs financiers de Kering pour le premier semestre 2015 sont présentés ci-dessous :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	5 512,5	4 710,4	+ 17,0 %
Résultat opérationnel courant	773,2	817,4	- 5,4 %
en % du chiffre d'affaires	14,0%	17,4%	- 3,4 pt
EBITDA	971,8	971,9	-
en % du chiffre d'affaires	17,6%	20,6%	- 3,0 pt
Résultat net part du Groupe	423,1	184,5	+ 129,3 %
dont activités poursuivies hors éléments non courants	489,2	562,3	- 13,0 %
Investissements opérationnels bruts	(303,0)	(214,5)	+ 41,3 %
Cash-flow libre opérationnel	57,8	634,6	- 90,9 %
Capitaux propres	11 483,3	11 041,8	+ 4,0 %
dont part du Groupe	10 807,1	10 436,5	+ 3,6 %
Endettement financier net	5 337,3	3 905,0	+ 36,7 %

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies du premier semestre 2015 s'élève à 5 512,5 millions d'euros, en hausse de 17 % en données publiées et de 3,5 % à périmètre et taux de change comparables par rapport aux six premiers mois de l'exercice 2014.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation réelle	Variation comparable ⁽¹⁾
Luxe	3 762,0	3 193,6	+ 17,8 %	+ 2,8 %
Sport & Lifestyle	1 731,0	1 498,7	+ 15,5 %	+ 5,3 %
Eliminations	19,5	18,1	-	-
Chiffre d'affaires	5 512,5	4 710,4	+ 17,0 %	+ 3,5 %

⁽¹⁾ A périmètre et taux de change comparables.

Le Pôle Luxe enregistre une augmentation de ses ventes de 17,8 % en données publiées et de 2,8% à taux de change comparables. Cette performance se caractérise par une activité des marques beaucoup plus soutenue au deuxième trimestre, compte tenu d'une très forte croissance des achats réalisés par les touristes en Europe de l'Ouest, mais aussi au Japon et en Asie-Pacifique. Le premier trimestre avait été pénalisé par une nouvelle dégradation de l'environnement de consommation des produits de Luxe en grande Chine, un hiver très rigoureux en Amérique du Nord et des bases de comparaison très élevées au Japon.



Le Pôle Sport & Lifestyle affiche un chiffre d'affaires en progression de 15,5% en données publiées. La progression à taux de change comparables s'élève à 5,3% tirée par la dynamique commerciale impulsée grâce au plan de relance de PUMA à partir du deuxième semestre 2014.

La variation du chiffre d'affaires publié intègre un effet positif des changements de périmètre de 75 millions d'euros sur le premier semestre 2015, conséquences de l'acquisition d'Ulysse Nardin qui est consolidé depuis le 1^{er} novembre 2014.

Les fluctuations des parités monétaires sur le premier semestre 2015 ont affecté positivement le chiffre d'affaires à hauteur de 541 millions d'euros, dont 235 millions d'euros liés à la réévaluation du dollar contre l'euro et 190 millions d'euros liés à la réévaluation des devises asiatiques (principalement le dollar de Hong Kong et le yuan chinois).

Chiffre d'affaires par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	Variation réelle	Variation comparable ⁽¹⁾
Europe de l'Ouest	1 643,4	1 487,8	+ 10,5 %	+ 6,7 %
Amérique du Nord	1 258,1	980,8	+ 28,3 %	+ 4,0 %
Japon	496,5	448,4	+ 10,7 %	+ 5,7 %
Pays matures	3 398,0	2 917,0	+ 16,5 %	+ 5,5 %
Europe de l'Est, Afrique et Moyen-Orient	381,1	356,4	+ 6,9 %	- 5,6 %
Amérique du Sud	257,7	202,5	+ 27,3 %	+ 14,9 %
Asie-Pacifique (hors Japon)	1 475,7	1 234,5	+ 19,5 %	- 0,1 %
Pays émergents	2 114,5	1 793,4	+ 17,9 %	+ 0,4 %
Chiffre d'affaires	5 512,5	4 710,4	+ 17,0 %	+ 3,5 %

⁽¹⁾ A périmètre et taux de change comparables.

L'amplitude des fluctuations des parités monétaires en fin d'année 2014 et principalement début 2015 a deux conséquences : la croissance des ventes exprimées en euros est très supérieure aux ventes analysées à change constant, et les écarts de prix entre pays se sont accrus entraînant notamment des ajustements dans l'architecture de prix des marques de Luxe et influençant très directement les flux touristiques d'une zone géographique à l'autre.

Ainsi, la progression du chiffre d'affaires reste soutenue dans les pays matures (+5,5% en comparable) tirée par l'Europe de l'Ouest et le Japon. Dans les pays émergents, qui représentent désormais 38 % des ventes avec 26,8 % réalisées en Asie-Pacifique hors Japon, les ventes sont stables avec un recul marqué des ventes en Europe de l'Est et Moyen-Orient tandis que l'Amérique du Sud progresse fortement.

Le chiffre d'affaires réalisé hors de la zone Euro représente 79 % des ventes.



Informations trimestrielles

Au deuxième trimestre 2015, Kering a réalisé un chiffre d'affaires de 2,9 milliards d'euros en hausse de 22,8% en données publiées et de 7,7 % à périmètre et taux de change comparables par rapport au deuxième trimestre 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Total 1 ^{er} semestre 2015
Gucci	869,0	1 005,2	1 874,2
Bottega Veneta	290,0	339,2	629,2
Yves Saint Laurent	211,4	231,7	443,1
Autres marques	383,6	431,9	815,5
Luxe	1 754,0	2 008,0	3 762,0
PUMA	825,0	776,2	1 601,2
Autres marques	65,0	64,8	129,8
Sport & Lifestyle	890,0	841,0	1 731,0
Corporate et autres	7,2	12,3	19,5
Total Kering	2 651,2	2 861,3	5 512,5

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Total 1 ^{er} semestre 2014
Gucci	838,1	838,2	1 676,3
Bottega Veneta	250,8	274,7	525,5
Yves Saint Laurent	158,0	162,6	320,6
Autres marques	335,4	335,8	671,2
Luxe	1 582,3	1 611,3	3 193,6
PUMA	730,0	656,1	1 386,1
Autres marques	59,6	53,0	112,6
Sport & Lifestyle	789,6	709,1	1 498,7
Corporate et autres	7,7	10,4	18,1
Total Kering	2 379,6	2 330,8	4 710,4



<i>(en variation comparable)</i>	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Variation
Gucci	-7,9%	+4,6%	-1,6%
Bottega Veneta	+3,1%	+9,3%	+6,4%
Yves Saint Laurent	+21,2%	+27,3%	+24,3%
Autres marques	-4,5%	+6,4%	+1,0%
Luxe	-2,6%	+8,0%	+2,8%
PUMA	+4,5%	+7,5%	+5,9%
Autres marques	-5,0%	+2,5%	-1,4%
Sport & Lifestyle	+3,7%	+7,1%	+5,3%
Corporate et autres	-23,4%	-3,9%	-12,2%
Total Kering	-0,6%	+7,7%	+3,5%

Résultat opérationnel courant

Au 30 juin 2015, le résultat opérationnel courant de Kering s'élève à 773 millions d'euros, en diminution de 5,4% (en données publiées) par rapport à celui du premier semestre 2014. Le taux de marge opérationnelle du Groupe s'établit à 14,0% avec un taux de marge opérationnelle du Pôle Luxe en recul à 21,4%, résultant pour plus de la moitié des effets combinés de change et de couverture de change, associés à un recul de la profitabilité de Gucci et des marques horlogères du Pôle.

La marge opérationnelle du Pôle Sport & Lifestyle s'établit à 2,2% sous l'effet du recul de la profitabilité de PUMA.

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Luxe	806,0	805,9	+ 0,0 %
Sport & Lifestyle	38,4	70,9	- 45,8 %
Corporate et autres	(71,2)	(59,4)	- 19,9 %
Résultat opérationnel courant	773,2	817,4	- 5,4 %

Sur le premier semestre 2015, la marge brute du Groupe s'est élevée à 3 399 millions d'euros, en hausse de 397 millions d'euros, soit + 13,2 % en données publiées par rapport au premier semestre 2014. Sur la même période, les charges opérationnelles ont augmenté de 20,2 % en données publiées, variation liée principalement aux effets de change, à l'augmentation des coûts de fonctionnement des magasins et aux investissements marketing soutenus dans la marque PUMA au cours du premier semestre.



EBITDA

L'EBITDA du premier semestre s'est établi à 972 millions d'euros, stable en données publiées. Le ratio d'EBITDA rapporté au chiffre d'affaires est en diminution de 3 points en données publiées pour atteindre 17,6% au 30 juin 2015.

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Luxe	960,7	925,4	+ 3,8 %
Sport & Lifestyle	70,1	96,8	- 27,6 %
Corporate et autres	(59,0)	(50,3)	- 17,3 %
EBITDA	971,8	971,9	-

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique de chaque marque.

Au 30 juin 2015, les autres produits et charges opérationnels non courants représentent une charge nette de 42 millions d'euros qui inclut principalement des charges de restructurations, des dépréciations d'actifs sur le Pôle Luxe notamment des dépréciations de stocks chez Gucci en lien avec la transition en cours dans la marque, et des plus-values de cession. Ces plus-values se rapportent principalement à la cession de la marque Tretorn et la plus-value réalisée sur la cession d'un ensemble immobilier.

Au 30 juin 2014, les autres produits et charges opérationnels non courants représentaient un produit net de 1 million d'euros qui incluait principalement une plus-value nette liée à la cession d'un ensemble immobilier ainsi qu'une charge de dépréciation d'actifs, dont la perte de valeur constatée sur le goodwill des autres marques du Sport & Lifestyle, pour 183 millions d'euros.

Les données chiffrées sont détaillées en Note 6 de l'annexe aux comptes semestriels.

Charges financières nettes

Au 30 juin 2015, la charge financière nette du Groupe s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Coût de l'endettement financier net	(64,2)	(86,0)	- 25,3 %
Autres produits et charges financiers	(72,0)	(18,3)	-
Charges financières nettes	(136,2)	(104,3)	+ 30,6 %

Au premier semestre 2015, le coût de l'endettement financier net s'est établi à près de 64 millions d'euros, en diminution de 25 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Sur les six premiers mois de 2015, l'encours moyen d'endettement net du Groupe a augmenté de 32 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, sous l'effet combiné des effets de change et des variations de périmètre du Groupe générées notamment par les opérations de recapitalisation de La Redoute, de Relais Colis et de Movitex. Cet effet d'assiette a été compensé par une amélioration du taux moyen de financement de Kering, conséquence notamment de la baisse significative des taux d'intérêts liés aux emprunts obligataires du Groupe.



Au 30 juin 2015, la variation défavorable de 54 millions d'euros des Autres produits et charges financiers est principalement imputable à l'application de la norme IAS 39 avec, en particulier, l'effet défavorable de la part dite « inefficace » des couvertures de flux de trésorerie.

Impôt sur le résultat

Au premier semestre 2015, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	Variation
Charge d'impôt sur résultat courant	(126,3)	(129,9)	- 2,8 %
Impôt sur éléments non courants	(15,1)	(16,1)	- 6,2 %
Charge totale d'impôt	(141,4)	(146,0)	- 3,2 %
Taux effectif d'impôt	23,8%	20,4%	+ 3,4 pt
Taux d'impôt courant	19,8%	18,2%	+ 1,6 pt

Au premier semestre, la charge d'impôt est calculée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Au premier semestre 2015, la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence se traduit par une perte de 3 millions d'euros, proche de la perte enregistrée au premier semestre 2014 (-2 millions d'euros).

Résultat net des activités poursuivies

Au premier semestre 2015, le résultat net consolidé des activités poursuivies de Kering s'élève à 451 millions d'euros; il atteignait 566 millions d'euros pour la même période de l'exercice précédent.

La part de ce résultat revenant au Groupe s'établit à près de 434 millions d'euros au 30 juin 2015, pour près de 547 millions d'euros un an auparavant.

Résultat net des activités abandonnées

Les activités abandonnées incluent l'ensemble des actifs (ou groupe d'actifs) comptabilisés selon la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (Note 10 des comptes semestriels consolidés résumés).

Au 30 juin 2015, le résultat net des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession constitue une charge nette de 11 millions d'euros incluant notamment le résultat de la période de la société Sergio Rossi.

Au 30 juin 2014, le résultat net des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession constituait une charge nette de 363 millions d'euros, incluant une charge de 300 millions d'euros au titre de Redcats ainsi que le résultat de Sergio Rossi. La charge au titre de Redcats incluait principalement le coût de financement des garanties sociales dont bénéficient les salariés concernés par le plan de modernisation de La Redoute et Relais Colis. Ce résultat incluait également une provision au titre de certaines garanties de passif octroyées dans le cadre de la cession et des dépréciations d'actifs résiduels ainsi que les impacts liés aux cessions des actifs résiduels de Redcats, Movitex et Diam.



Intérêts non contrôlés

Le poste « Intérêts non contrôlés » s'élève à 17 millions d'euros au 30 juin 2015; il s'établissait à 19 millions d'euros un an auparavant.

Résultat net part du Groupe

Au 30 juin 2015, le résultat net part du Groupe s'établit à 423 millions d'euros contre un résultat net de 185 millions d'euros au 30 juin 2014.

Retraité des éléments non courants nets d'impôt, le résultat net part du Groupe des activités poursuivies s'élève à 489 millions d'euros au 30 juin 2015 en baisse de -13% par rapport au 30 juin 2014 où il s'affichait à 562 millions d'euros.

Résultat net par action

Le nombre moyen pondéré d'actions Kering utilisé pour le calcul du résultat par action s'élève à 126 millions pour le premier semestre 2015, quasi-stable par rapport aux six premiers mois de 2014 (Note 11 des comptes semestriels consolidés résumés).

Au 30 juin 2015, le résultat net par action de Kering s'établit à 3,36 euros en forte hausse par rapport à un résultat net par action au premier semestre de l'exercice précédent de 1,47 euro.

Au 30 juin 2015, le résultat net par action des activités poursuivies s'établit à 3,44 euros, soit une diminution de 21% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent (4,35 euros).

Hors éléments non courants, le résultat net par action des activités poursuivies s'affiche à 3,88 euros. Il se dégrade de 13 % par rapport au premier semestre 2014, où il atteignait 4,47 euros.

L'effet des instruments dilutifs sur le calcul du résultat net par action n'est pas significatif.



Analyse des performances opérationnelles par marque

Pôle Luxe

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	3 762,0	3 193,6	+ 17,8 %
Résultat opérationnel courant	806,0	805,9	+ 0,0 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	21,4%	25,2%	-3,8 pt
EBITDA	960,7	925,4	+ 3,8 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	25,5%	29,0%	-3,5 pt
Investissements opérationnels bruts	161,0	146,5	+ 9,9 %
Effectifs moyens	21 274	19 699	+ 8,0 %

Le marché du Luxe a été caractérisé au premier semestre 2015 par des divergences marquées de performances d'un trimestre à l'autre ainsi qu'entre régions.

Ainsi, l'activité au premier trimestre 2015 a été pénalisée par une nouvelle dégradation de l'environnement de consommation des produits de Luxe en Grande Chine, un hiver très rigoureux en Amérique du Nord et des bases de comparaison particulièrement élevées au Japon, l'augmentation de la taxe sur la consommation au 1^{er} avril 2014 ayant entraîné l'année passée une anticipation des achats au 1^{er} trimestre 2014.

Au second trimestre 2015, l'activité a été beaucoup plus soutenue, notamment compte tenu d'une très forte croissance des achats réalisés par les touristes en Europe mais aussi au Japon et en Asie-Pacifique. A titre d'illustration, selon les données Global Blue, après une croissance de + 15,7 % au premier trimestre, les dépenses des touristes en Europe ont augmenté de + 37 % au second trimestre (dont + 80 % pour les touristes chinois). L'activité du deuxième trimestre a en outre bénéficié, particulièrement en Asie, de l'impact très positif des actions promotionnelles de Gucci visant à réduire le niveau de stocks liés aux collections antérieures à l'arrivée d'Alessandro Michele comme Directeur de la Création de la marque Gucci.

En outre, l'amplitude des fluctuations des parités monétaires en fin d'année 2014 et principalement début 2015 emporte deux conséquences : d'une part, la croissance des ventes exprimées en euros est très supérieure aux ventes analysées à change constant ; d'autre part, les écarts de prix entre pays se sont accrus entraînant des ajustements dans l'architecture de prix des marques de Luxe et influençant très directement les flux touristiques.

Dans cet environnement de marché complexe et volatile et dans un contexte de transition au sein de la marque Gucci, le Pôle Luxe du Groupe a néanmoins vu ses ventes augmenter.

Ainsi, au 30 juin 2015, le chiffre d'affaires du Pôle Luxe a atteint 3 762 millions d'euros, soit une augmentation de + 17,8 % en données publiées et de + 2,8 % à périmètre et taux de change comparables. La seule variation de périmètre du semestre se rapporte à Ulysse Nardin qui est consolidé depuis le 1^{er} novembre 2014.

Après un recul de - 2,6 % en données comparables au 1^{er} trimestre, les ventes du Pôle progressent de + 8,0 % au second trimestre.



La part de Gucci dans le chiffre d'affaires du Pôle s'établit à environ 50 % contre 52% un an plus tôt, en données reportées. La part des autres marques du Pôle hors Bottega Veneta et Yves Saint Laurent, reste quasi-stable, représentant environ 22 % des ventes du Pôle.

Au premier semestre de l'exercice, les ventes réalisées dans les magasins gérés en propre et on-line ont progressé de + 7,0 % en comparable par rapport à 2014. Elles représentent désormais 71,5 % du chiffre d'affaires total contre 69,0 % au premier semestre 2014. Cette évolution est le reflet de la politique menée par l'ensemble des marques du Pôle visant à mieux contrôler leur distribution et à renforcer leur exclusivité mais aussi d'une gestion prudente de l'expansion du réseau de magasins gérés en propre.

Par rapport au premier semestre 2014, les ventes aux distributeurs tiers (« wholesale ») ont reculé en 2015 de – 7,3 % en comparable. L'évolution des ventes « wholesale » de Gucci explique principalement cette baisse. Compte tenu de la transition en cours en matière de création et d'organisation, Gucci a en effet engagé une nouvelle étape dans sa politique de rationalisation de son réseau de distributeurs tiers en réduisant drastiquement son exposition auprès de distributeurs multi-marques en Europe.

Analysée sous l'angle des catégories de produits, la répartition de plus en plus équilibrée du chiffre d'affaires témoigne de la complémentarité des marques du portefeuille : la maroquinerie, le prêt-à-porter et les chaussures pèsent pour respectivement 54,2 %, 15,7 % et 12,1 % de l'activité. Les ventes de montres, de bijoux et de joaillerie représentent quant à elles 9,7 % du chiffre d'affaires. Hormis la catégorie montres exposée à l'atonie du marché et les effets induits du renforcement du franc suisse, le chiffre d'affaires progresse pour l'ensemble des principales catégories de produits.

C'est dans les marchés historiques et matures que l'activité est la plus soutenue avec une progression de + 7,3 % en comparable au premier semestre. Dans le réseau de magasins exploités en propre, cette amélioration s'établit même à + 13,4 %.

Sur la période, l'activité en Europe de l'Ouest (31,0 % du chiffre d'affaires) ressort en forte hausse à + 9,5 %, portée par la dynamique des ventes dans les pays de la zone Euro (+ 17,6 %). Cette évolution repose évidemment sur la forte progression des flux touristiques en Europe amorcée au premier trimestre et amplifiée depuis, mais aussi sur une amélioration continue des tendances d'activité avec la clientèle locale.

En Amérique du Nord (20,1 % des ventes), l'activité progresse de + 4,0 %. Le second trimestre s'est révélé plus porteur (+ 6,0 %) après un premier trimestre pénalisé par les mauvaises conditions climatiques. La réévaluation du dollar américain par rapport à d'autres monnaies a cependant globalement pesé sur les ventes réalisées avec la clientèle touristique.

Quant à l'activité au Japon, elle s'inscrit en hausse de + 7,4 % dans un contexte de forte croissance des flux touristiques en provenance de Chine continentale et de bonne tenue des ventes aux clients japonais.

Dans les pays émergents, qui représentent environ 39,1 % de l'activité du Pôle, les ventes reculent de – 3,5 % en comparable au premier semestre 2015.

La performance des marques du Pôle pâtit d'un environnement de marché défavorable en Grande Chine, des tensions économiques et politiques persistantes en Europe de l'Est et de leur impact indirect sur la consommation des touristes russes en Turquie et au Moyen-Orient.

Notamment, en Asie-Pacifique, le report des achats de clients chinois dans certains pays de la région comme la Corée, Taiwan ou l'Australie ne suffit pas à compenser le recul des ventes à Hong Kong et



Macao alors que l'activité en Chine continentale est stable. Au total, le chiffre d'affaires semestriel recule de –2,3 % dans la région.

Les ventes dans les autres pays émergents sont également en baisse, à l'exception de l'Amérique Latine où l'activité progresse très fortement.

Au 30 juin 2015, le résultat opérationnel courant du Pôle Luxe s'établit à environ 806 millions d'euros à un niveau équivalent à celui enregistré au premier semestre 2014.

La rentabilité opérationnelle s'élève à 21,4 %, en recul de 380 points de base en données publiées. Cette baisse résulte pour plus de la moitié des effets combinés du change et des couvertures de change qui ont eu un impact dilutif massif au cours du semestre. Le solde de la dilution s'explique par la contraction du résultat opérationnel de Gucci et la performance plus dégradée des marques horlogères.

L'EBITDA du semestre écoulé atteint 961 millions d'euros en progression de + 3,8 % par rapport au premier semestre de 2014 pour atteindre un taux de marge d'EBITDA de 25,5 %. L'évolution plus favorable de l'EBITDA par rapport à l'EBIT traduit le poids accru des amortissements dans le résultat opérationnel (+ 29,5 % par rapport à 2014) compte tenu de la politique d'investissements du Pôle au cours des derniers exercices.

Les investissements opérationnels du Pôle Luxe s'élèvent à 161 millions d'euros et s'affichent en progression de + 9,9 %. Cette croissance est principalement liée aux effets de change et la relative stabilité à taux de change constant confirme, comme en 2014, l'attention portée à la croissance organique à magasin constant et à la consolidation du réseau de magasins existants, en tenant compte du contexte plus incertain pour l'industrie du luxe. La réallocation des investissements avec un accroissement marqué des financements apportés aux rénovations, extensions et relocalisations de magasins se poursuit, notamment chez Gucci.

Au 30 juin 2015, le Pôle Luxe disposait d'un réseau de 1 201 magasins exploités en propre dont 745 (62 %) dans les pays matures et 456 dans les pays émergents. En net, le réseau compte 15 magasins (+ 1,3 %) de plus qu'au 31 décembre 2014.

Gucci

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	1 874,2	1 676,3	+ 11,8 %
Résultat opérationnel courant	501,6	527,6	- 4,9 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,8%	31,5%	- 4,7 pt
EBITDA	587,1	596,4	- 1,6 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	31,3%	35,6%	- 4,3 pt
Investissements opérationnels bruts	76,5	66,7	+ 14,7 %
Effectifs moyens	10 446	9 477	+ 10,2 %

Au premier semestre 2015, Gucci a réalisé un chiffre d'affaires de 1 874 millions d'euros, en progression de + 11,8 % en données publiées et en baisse de – 1,6 % à taux de change comparables par rapport au premier semestre 2014. Après un premier trimestre en recul de – 7,9 % en comparable affecté très négativement par l'impact d'une nouvelle étape dans la rationalisation du réseau de distributeurs tiers, l'activité s'est redressée au second trimestre et croît de + 4,6 %, grâce notamment à la progression des flux touristiques.



Les ventes dans les magasins exploités en propre représentent 83,5 % des ventes à fin juin 2015, à comparer à 78,9 % au premier semestre 2014 en données publiées.

Elles ont progressé de + 3,1 % à change constant, portées par une bonne dynamique de chiffres d'affaires au second trimestre (+ 10,4 %). Un allongement de la période de soldes et l'élargissement du périmètre de références concernées ont en outre eu un effet favorable sur l'activité du deuxième trimestre, en premier lieu en Asie-Pacifique. Cette activité promotionnelle avait pour objectif de réduire le niveau de stocks liés aux collections antérieures à l'arrivée d'Alessandro Michele comme Directeur de la Création de la marque Gucci.

Dans les pays matures, c'est en Europe de l'Ouest que l'activité dans les magasins gérés en propre progresse le plus par rapport au premier semestre 2014. Le chiffre d'affaires ressort en effet en hausse de + 13,3 %. Après une solide progression au premier trimestre (+ 6,3 % en comparable), les ventes du second trimestre (+ 19,8 %) ont bénéficié de l'afflux de touristes, principalement chinois et américains mais aussi de tendances très encourageantes auprès des clientèles locales, révélatrices d'une meilleure appréciation de la marque.

En Amérique du Nord, le semestre se clôt sur une croissance de + 5,8 % des ventes en comparable en dépit d'une activité en retrait avec la clientèle touristique compte tenu du renforcement du dollar américain par rapport à de nombreuses monnaies.

Au Japon, où la marque Gucci est solidement établie et son repositionnement achevé, les ventes en magasins sont en hausse de + 2,1 % en comparable avec un rebond très marqué au second trimestre (+ 19,0 %) notamment porté par la progression des ventes aux touristes.

Dans les pays émergents (46,8 % des ventes dans le réseau opéré directement par Gucci contre 47,2 % en données publiées au premier semestre 2014), les ventes sont en baisse, à - 1,8 % à change comparable, principalement sous l'effet du recul de l'activité en Asie-Pacifique (- 3,6 %). Dans la région, la dégradation continue de l'environnement de consommation à Hong Kong et Macao explique à elle seule cette tendance alors que les ventes en Chine continentale ont progressé et que la Corée et l'Australie enregistrent une performance commerciale très solide en lien avec la croissance des flux touristiques. La marque progresse globalement dans les autres pays émergents malgré un tassement de l'activité au Moyen-Orient.

Analysée sous l'angle des catégories de produits, la performance de Gucci dans les magasins en propre s'inscrit dans la continuité de l'exercice 2014 pour ce qui concerne la maroquinerie. Ainsi, si les ventes de sacs à main enregistrent une croissance robuste, les performances restent encore en retrait pour la petite maroquinerie et les bagages, catégories partiellement revisitées dans le cadre de la stratégie d'élévation de la marque et du changement de Directeur de la Création.

Pour mémoire, la maroquinerie a représenté 57,8% du chiffre d'affaires total de la marque au 1er semestre 2015.

Les autres grandes catégories de produits (chaussures et prêt-à-porter), ont également vu leurs ventes progresser au premier semestre 2015, tirées en grande partie par le redressement du prêt-à-porter femme amorcé en 2014 et qui s'est confirmé en 2015. Les chaussures et le prêt-à-porter représentaient 25,9% du chiffre d'affaires total de Gucci au 30 juin 2015.

Les ventes aux distributeurs tiers ont reculé de - 20,9 % en comparable sur les six premiers mois de l'exercice compte tenu d'une nouvelle phase de rationalisation drastique de ce canal de distribution, principalement sur le segment des distributeurs multimarques. Toutes les catégories de produits pâtissent de cette réduction additionnelle des volumes distribués par les tiers.



Au global, l'évolution de l'activité du semestre écoulé repose pour une large partie sur les ventes des collections présentées en 2014 et n'est pas pleinement représentative des mesures et initiatives engagées par Marco Bizzari, Directeur Général de la marque depuis le début de l'année. Ainsi, la première collection intégralement conçue par Alessandro Michele et qui a fait l'objet d'un accueil très positif lors de sa présentation à New-York en juin 2015 est la collection Croisière, qui sera distribuée en magasins à la fin du troisième trimestre 2015.

Au 30 juin 2015, le résultat opérationnel courant de Gucci s'établit à près de 502 millions d'euros, en repli de - 4,9 % en données publiées. La marge opérationnelle de Gucci recule de 470 points de base pour atteindre 26,8 %. Cette évolution est imputable pour plus de la moitié à l'impact dilutif des couvertures de change, le solde résultant de la progression des charges opérationnelles, liée principalement à l'augmentation des coûts de fonctionnement des magasins.

La marge brute recule en données publiées mais est stable à taux de change constant.

Au premier semestre 2015, l'EBITDA de Gucci s'élève à 587 millions d'euros, soit une marge d'EBITDA qui reste très élevée à 31,3 % du chiffre d'affaires.

Au 30 juin 2015, Gucci exploite 512 magasins en direct, dont 211 dans les pays émergents. Au cours du semestre, Gucci a ouvert en net 7 magasins, dont deux issus de la reprise de magasins existants en Afrique du Sud, précédemment exploités par un tiers.

Au cours du semestre écoulé, les investissements opérationnels bruts de Gucci s'élèvent à 77 millions d'euros en progression de + 14,7 % par rapport aux six premiers mois de 2014. Cette augmentation s'explique par des différences dans le calendrier des décaissements liés aux investissements d'un semestre à l'autre et par les effets de change affectant les investissements réalisés hors de la zone Euro.

Bottega Veneta

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	629,2	525,5	+ 19,7 %
Résultat opérationnel courant	180,1	163,1	+ 10,4 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	28,6%	31,0%	- 2,4 pt
EBITDA	198,6	177,7	+ 11,8 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	31,6%	33,8%	- 2,2 pt
Investissements opérationnels bruts	20,7	18,6	+ 11,3 %
Effectifs moyens	3 350	3 146	+ 6,5 %

Au premier semestre 2015, le chiffre d'affaires de Bottega Veneta s'établit à 629 millions d'euros environ, soit une croissance de + 19,7 % en données publiées et de + 6,4 % à taux de change comparables. La progression de l'activité a été plus marquée au second trimestre, à + 9,3 % en comparable.

En lien avec son positionnement exclusif et haut de gamme, Bottega Veneta privilégie la distribution de ses produits dans le réseau de points de vente exploités en propre qui contribuent à 83,0 % de l'activité au premier semestre 2015. Sur la période, la progression du chiffre d'affaires dans les magasins de la marque s'établit à + 7,2 % en comparable. L'activité en magasin au premier trimestre (+ 1,9 % de progression en comparable) a été pénalisée par un environnement de marché défavorable en Asie-



Pacifique et par l'amplification des écarts de prix entre régions compte tenu de l'affaiblissement de l'euro par rapport à de nombreuses devises. Néanmoins, grâce aux actions correctives mises en place par Bottega Veneta afin d'encadrer les écarts de prix et à l'afflux de touristes dans les destinations majeures, l'activité au second trimestre a été beaucoup plus dynamique dans les magasins en propre (+ 12,2 % en comparable).

Les ventes aux distributeurs tiers progressent de + 2,4 % au premier semestre 2015. Ce chiffre masque des évolutions contrastées, Bottega Veneta ayant porté ses efforts en 2015 sur quelques marchés stratégiques comme l'Amérique du Nord, la Corée et le Moyen-Orient où les tendances d'activité sont très soutenues, proches de ou supérieures à + 10%.

La maroquinerie reste le cœur de métier de Bottega Veneta, représentant 88,4 % des ventes au cours des six mois écoulés. Les ventes de maroquinerie ont enregistré sur la période une croissance très solide à + 8,3 %. Cette progression témoigne de la pertinence de l'offre de la marque, qui repose sur la combinaison maîtrisée de modèles iconiques, de nouvelles déclinaisons saisonnières et de nouveaux modèles dont la conception et l'architecture de prix ont été revus afin de tenir compte des attentes des clients.

Contrairement aux semestres passés, la croissance de Bottega Veneta a fortement divergé entre marchés historiques et pays émergents avec respectivement + 15,8 % et – 3,9 % d'évolution du chiffre d'affaires à taux de change comparables.

L'Asie-Pacifique hors Japon, qui concentre encore plus de 90 % de l'activité de Bottega Veneta dans les pays émergents, a pâti de la faiblesse du marché du luxe en Grande Chine malgré les très bonnes tendances enregistrées en Corée, à Taiwan et en Australie, pays dans lesquels les achats réalisés par des touristes chinois ont fortement progressé. Au global, en Asie-Pacifique, le chiffre d'affaires de Bottega Veneta recule de – 4,3 %.

En Europe de l'Ouest, qui représente 28,4 % de l'activité, les ventes ont progressé de + 25,3 % en comparable au cours du semestre, soutenues par des flux touristiques massifs.

Au Japon, qui pèse pour 15,0 % des ventes, l'activité affiche une croissance de + 13,0 % à change constant dans un marché domestique qui reste bien orienté et compte tenu de la contribution très positive des clients chinois.

Avec une progression de + 2,1 % en comparable au premier semestre 2015, les ventes en Amérique du Nord bénéficient du développement continu du chiffre d'affaires réalisé avec les « department stores » mais ont été impactées par un recul de la clientèle touristique compte tenu de la réévaluation du dollar américain.

Au 30 juin 2015, le résultat opérationnel courant de Bottega Veneta s'établit à 180 millions d'euros en augmentation de + 10,4 %. Le taux de rentabilité opérationnelle est de 28,6%, en recul de 240 points de base en données publiées. Cependant, retraitée des impacts résultant des effets de change et des couvertures, la profitabilité de la marque est quasi-stable.

L'EBITDA s'élève à environ 199 millions d'euros en augmentation de presque 12 %, une hausse plus rapide que celle du résultat opérationnel courant dans un contexte d'alourdissement de la charge d'amortissement résultant du plan d'investissements réalisés au cours des exercices passés.

Le réseau de magasins exploités en propre par Bottega Veneta comptait 240 magasins au 30 juin 2015, dont 100 dans les pays émergents. Dans le semestre écoulé, la marque a ouvert en net 4 nouveaux points de vente.



Au cours du premier semestre 2015, les investissements opérationnels bruts de Bottega Veneta s'établissent à environ 21 millions d'euros, un montant proche de celui constaté au 30 juin 2014 (19 millions d'euros) compte tenu, notamment, de la croissance mécanique liée aux effets de change impactant les investissements réalisés hors de la zone Euro.

Yves Saint Laurent

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	443,1	320,6	+ 38,2 %
Résultat opérationnel courant	60,5	40,9	+ 47,9 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	13,7%	12,7%	+ 1,0 pt
EBITDA	79,6	52,3	+ 52,2 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	18,0%	16,3%	+ 1,7 pt
Investissements opérationnels bruts	27,8	23,2	+ 19,8 %
Effectifs moyens	1 871	1 650	+ 13,4 %

Au premier semestre 2015, le succès des collections imaginées par Hedi Slimane, Directeur de la Création et de l'Image, et la pertinence de l'offre de produits ont contribué à renforcer encore davantage la désirabilité de la marque. Cette attractivité, soutenue également par des investissements continus dans les magasins et dans une stratégie de communication à 360°, se traduit par un développement très soutenu de l'activité d'Yves Saint Laurent au cours des six premiers mois de l'année.

Le chiffre d'affaires d'Yves Saint Laurent a ainsi progressé au premier semestre 2015 de + 38,2 % en données publiées et de + 24,3 % à taux de change comparables par rapport à 2014. Les ventes s'établissent ainsi à 443 millions d'euros. A l'instar des autres marques de Luxe du Groupe, la croissance de l'activité s'est accélérée au second trimestre à + 27,3 % en comparable contre + 21,2 % au premier trimestre.

Les investissements réalisés depuis 2012 dans le réseau de magasins ont permis d'accroître la part de la distribution exclusive qui représente 64 % environ des ventes au cours du semestre écoulé. Le chiffre d'affaires réalisé dans les magasins de la marque progresse de + 25,7 % au premier semestre 2015, porté principalement par une forte croissance des ventes à magasin constant.

Les ventes aux distributeurs tiers enregistrent une progression de + 21,9 % en comparable sur l'ensemble du semestre, signe que la marque constitue pour les distributeurs un vecteur majeur de développement de leur activité. Ce canal de distribution reste également stratégique pour Yves Saint Laurent car très complémentaire de sa distribution en propre.

Dans la continuité du rebond enregistré au dernier trimestre de l'exercice 2014 et en comparaison d'une performance relativement faible au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires lié aux redevances de marque augmente de + 21,5 %.

Toutes les principales catégories de produits enregistrent une très forte progression de leurs ventes.

L'offre de maroquinerie de la marque séduit toujours autant les clients, d'autant que l'architecture de prix a été pour partie revisitée afin de tenir compte de l'évolution des parités monétaires et des conditions de marché dans certaines régions. Les ventes dans cette catégorie progressent de + 22,6 %.



Le prêt-à-porter, dont le chiffre d'affaires est en hausse de + 26,8 % à change constant, continue d'occuper une place essentielle dans l'offre de produits de la marque avec une répartition équilibrée des ventes entre les collections femme et homme.

Au cours de ce premier semestre, Yves Saint Laurent a vu, en outre, son chiffre d'affaires progresser dans toutes les zones géographiques.

La croissance des ventes de la marque dans les pays émergents, qui pèsent pour 29,5 % du chiffre d'affaires du semestre, s'établit à + 10,7 %. La conjoncture à Hong Kong et en Chine continentale a en effet pesé sur la performance de la marque en Grande Chine, qui y affiche néanmoins une progression de son chiffre d'affaires de + 7,1 % en comparable. L'activité a également été moins soutenue au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. En revanche, dans les autres pays d'Asie-Pacifique et en Amérique Latine, le développement d'Yves Saint Laurent a été très soutenu au premier semestre 2015.

L'activité sur les marchés historiques est en très forte progression à + 31,1 % en comparable, bénéficiant de l'attractivité renouvelée de la marque auprès de la clientèle locale et des touristes en provenance des pays émergents. Dans toutes les régions, la croissance du chiffre d'affaires atteint des taux très élevés : elle s'établit à + 34,2 % au Japon, où la marque suscite un engouement remarquable, mais aussi à + 32,9 % en Amérique du Nord et + 29,3 % en Europe de l'Ouest.

Au 30 juin 2015, Yves Saint Laurent a réalisé un résultat opérationnel courant de 61 millions d'euros, contre environ 41 millions d'euros pour le premier semestre 2014, soit une progression de + 47,9 %. La rentabilité opérationnelle s'établit à 13,7 % en hausse de 100 points de base en données publiées. Cette amélioration est encore plus marquée, après retraitement des effets liés au change et aux couvertures. Elle est liée à une nouvelle progression du taux de marge brute (hors couvertures de change) et une meilleure absorption des coûts fixes, malgré les coûts engagés pour le développement de la marque à travers l'extension du réseau de magasins et une politique active de promotion de la marque.

Compte tenu du poids croissant des amortissements, l'EBITDA progresse à un rythme plus rapide que le résultat opérationnel courant pour s'établir à 80 millions d'euros soit une marge d'EBITDA de 18,0 % (+ 170 points de base par rapport au premier semestre 2014).

Au 30 juin 2015, la marque exploitait 132 magasins en propre dont 56 dans les pays émergents. En net, 4 magasins ont été ouverts au cours du semestre. Les investissements opérationnels ont été en effet davantage dirigés vers des extensions, relocalisations et rénovations de magasins.

Au global, les investissements opérationnels bruts d'Yves Saint Laurent ont ainsi progressé au premier semestre 2015. Ils s'élèvent à près de 28 millions d'euros, en hausse de 5 millions d'euros par rapport aux six premiers mois de 2014.



Autres marques de Luxe

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	815,5	671,2	+ 21,5 %
Résultat opérationnel courant	63,8	74,3	- 14,1 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	7,8%	11,1%	- 3,3 pt
EBITDA	95,4	99,0	- 3,6 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	11,7%	14,7%	- 3,0 pt
Investissements opérationnels bruts	36,0	38,0	- 5,3 %
Effectifs moyens	5 607	5 426	+ 3,3 %

Les autres marques du Pôle Luxe intègrent désormais la marque Ulysse Nardin depuis le 1^{er} novembre 2014. La comparaison entre les performances des premiers semestres 2014 et 2015 en données publiées doit donc s'apprécier au regard de ce mouvement de périmètre. En outre, compte tenu de la requalification de Sergio Rossi au 31 décembre 2014 comme actif détenu en vue de la vente, les performances de la marque ne sont plus intégrées au résultat des autres marques de Luxe en 2014 comme en 2015.

Au premier semestre 2015, les ventes de l'ensemble des autres marques de Luxe s'établissent à 815 millions d'euros en hausse de + 21,5 % en données publiées et de + 1,0 % à périmètre et taux de change comparables par rapport au premier semestre 2014. Les autres marques de Luxe représentent près de 21,7 % de l'activité du Pôle Luxe au cours du semestre écoulé. Au deuxième trimestre 2015, la croissance a néanmoins été plus soutenue à + 6,3 % en comparable.

Les marques de couture et maroquinerie enregistrent une croissance très robuste de leur chiffre d'affaires à environ + 9,1 % en comparable (+ 15,3 % au second trimestre) bien que Brioni reste pénalisé par la baisse du tourisme russe en Europe de l'Ouest et au Moyen-Orient.

Si les ventes des marques de joaillerie s'inscrivent globalement en hausse sur le premier semestre 2015, l'activité des marques horlogères est en recul, dans un contexte de marché défavorable. Sowind et Ulysse Nardin ont en conséquence engagé des actions afin d'adapter leurs offres de produits mais aussi leurs organisations à ces conditions dégradées de marché. Ces actions visent également à la mise en œuvre rapide de synergies opérationnelles entre les marques horlogères, notamment au travers des fonctions support.

Les ventes aux tiers (« wholesale ») restent le premier canal de distribution des autres marques de Luxe (55,1 % des ventes), une proportion qui reflète les différents stades de développement des marques de couture et maroquinerie et les spécificités de la distribution dans l'horlogerie et la joaillerie.

Au cours des six premiers mois de 2015, les ventes indirectes aux distributeurs tiers baissent de – 6,4 % en comparable par rapport à la même période en 2014. Alors que les tendances de chiffre d'affaires sont bien orientées pour les marques de couture, maroquinerie et joaillerie, le recul des ventes des marques horlogères aux distributeurs tiers, particulièrement dans les pays émergents, explique à lui seul ces tendances négatives pour le Pôle. Il n'en reste pas moins que les distributeurs tiers, confrontés à la volatilité de certains marchés sur lesquels ils opèrent, sont restés globalement prudents au premier semestre 2015 en termes de volumes achetés.

Au premier semestre 2015, les ventes réalisées dans les magasins en propre ont quant à elles augmenté de + 13,1 % en comparable par rapport à 2014. Ce sont les marques de couture et



maroquinerie qui tirent cette croissance, une dynamique qui repose sur le développement réussi et maîtrisé de leurs réseaux de distribution exclusive. Les ventes du second trimestre sont en forte hausse (+ 18,0 %) compte tenu de la contribution très positive des flux touristiques, l'activité du premier trimestre ayant déjà été soutenue (+ 8,0 %).

Le prêt-à-porter reste la première catégorie de produits (30,9 % du chiffre d'affaires) et voit ses ventes augmenter. L'horlogerie et la joaillerie constituent la deuxième catégorie de produits avec 28,6% des ventes mais enregistrent des tendances d'activités divergentes (hausse pour la joaillerie, recul pour l'horlogerie). La maroquinerie et les chaussures sont les catégories qui progressent le plus au cours du semestre écoulé.

Au cours du premier semestre 2015, le chiffre d'affaires réalisé dans les pays matures augmente (+ 5,2 % en comparable) quand l'activité dans les pays émergents décroît (- 8,9 %).

Les autres marques du Pôle Luxe ont en effet été pénalisées par l'exposition de certaines d'entre elles (Brioni et Ulysse Nardin en premier lieu) à la faiblesse des marchés en Europe de l'Est et Moyen-Orient, ainsi qu'à Hong Kong pour ce qui concerne plus spécifiquement l'horlogerie. Les ventes des autres marques restent néanmoins orientées à la hausse en Asie-Pacifique (+ 2,6 %) grâce à la performance des marques de couture et maroquinerie (+ 16,1 % en comparable dans la zone) dont la notoriété et l'attractivité vont croissantes dans les principaux pays d'Asie.

Dans les marchés matures (qui représentent encore 73,1 % de l'activité au premier semestre 2015), le Japon et l'Europe de l'Ouest sont les régions où la croissance est la plus soutenue, sur la base d'une consommation domestique qui se redresse et d'une fréquentation touristique en forte progression.

Au premier semestre 2015, le résultat opérationnel courant des autres marques du Pôle Luxe s'établit à 64 millions d'euros, en repli de - 14,1 % par rapport au premier semestre 2014. Le taux de rentabilité opérationnelle s'établit à 7,8 % en recul de 330 points de base par rapport à 2014. L'impact négatif des couvertures de change explique pour partie cette dilution. Les autres marques du Pôle Luxe ont en outre pâti de la baisse de profitabilité des marques horlogères, lourdement pénalisées par la contraction de leurs marges brutes suite à la réévaluation du franc suisse et par des conditions de marché encore incertaines.

L'EBITDA s'établit à près de 95 millions d'euros au 30 juin 2015, en baisse plus contenue de - 3,6 % par rapport au premier semestre 2014 en données publiées.

Le réseau de magasins exploités en propre par les autres marques du Pôle Luxe comptait 317 unités au 30 juin 2015, un nombre équivalent à celui relevé au 31 décembre 2014. 16 ouvertures de magasins ont compensé 16 fermetures au cours du semestre. Le réseau compte 228 magasins dans les pays matures et 89 dans les pays émergents dont 58 en Grande Chine.

En dépit de l'effet négatif de conversion des investissements libellés en devises, l'enveloppe d'investissements opérationnels recule pour s'établir à 36 millions d'euros. Comme en 2014, les marques se sont en effet montrées très sélectives et exigeantes dans leur politique d'investissement.



Pôle Sport & Lifestyle

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	1 731,0	1 498,7	+ 15,5 %
Résultat opérationnel courant	38,4	70,9	- 45,8 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,2%	4,7%	- 2,5 pt
EBITDA	70,1	96,8	- 27,6 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,0%	6,5%	- 2,5 pt
Investissements opérationnels bruts	44,8	41,2	+ 8,7 %
Effectifs moyens	11 631	11 452	+ 1,6 %

Le Pôle Sport & Lifestyle affiche pour le premier semestre 2015 un chiffre d'affaires de 1 731 millions d'euros, en progression de + 15,5 % en données publiées. La progression à taux de change comparables est également très robuste, à + 5,3 %. L'impact du change est majeur pour le Pôle qui est exposé à des devises qui se sont fortement appréciées par rapport à l'euro depuis fin 2014. Le périmètre d'activité est quant à lui comparable : les ventes de Tretorn sont ainsi consolidées au titre du premier semestre, la marque ayant été cédée à ABG le 30 juin 2015.

Dans la continuité du redressement opéré au cours de l'exercice 2014, les ventes aux distributeurs tiers (79,9 % de l'activité) sont en hausse de + 4,7 % en comparable et même de + 5,8 % pour PUMA hors Tretorn. Cette nouvelle amélioration résulte des actions engagées par l'ensemble des marques du Pôle Sport & Lifestyle pour mieux répondre aux attentes des distributeurs et des clients finaux avec une offre de produits innovants et un positionnement plus clair.

Les ventes réalisées dans les magasins en propre ont augmenté de + 9,2 % en comparable, avec une performance solide à périmètre de magasins constant.

Par catégorie de produits, les chaussures (43,1 % des ventes totales) enregistrent des ventes en forte progression (+ 12,0 % en comparable) ce qui confirme à ce stade la dynamique retrouvée dans cette catégorie clé grâce, notamment, au lancement réussi de nouveaux modèles chez PUMA, dans le football et le running.

Compte tenu de bases de comparaison élevées (Coupe du Monde de football et lancement du partenariat avec Arsenal au premier semestre 2014), la performance de la catégorie textile est solide (+ 2,8 % en comparable). Les ventes d'accessoires pâtissent en revanche des difficultés persistantes du marché du Golf à renouer avec la croissance.

L'activité du Pôle Sport & Lifestyle réalisée dans les pays émergents (36,0 % du chiffre d'affaires) a été très soutenue au cours des six mois écoulés et affiche une croissance de + 11,8 % en comparable. Toutes les régions enregistrent une progression de leurs ventes mais le rebond est particulièrement marqué en Amérique Latine et en Asie-Pacifique.

La performance sur les marchés plus matures est plus modeste (+ 2 % en comparable). Même si l'activité a été mieux orientée en Europe de l'Ouest et au Japon (respectivement + 0,4 % et + 1,0 %), elle reste cependant moins soutenue qu'en Amérique du Nord où les ventes progressent de + 3,9 %. Au sein de la zone Euro, les ventes dans les deux principaux marchés (Allemagne et France) se sont toutefois fortement redressées, particulièrement au second trimestre.

Au 30 juin 2015, le résultat opérationnel courant du Pôle Sport & Lifestyle s'établit à environ 38 millions d'euros alors qu'il s'élevait à 71 millions d'euros au 30 juin 2014. Le taux de rentabilité opérationnelle se



contracte de 250 points de base pour s'établir à 2,2 % sous l'effet du recul de la profitabilité de PUMA, en large partie compte tenu du renchérissement du coût des marchandises vendues, très exposé à la hausse du dollar américain, mais aussi de l'augmentation des dépenses de marketing et de communication comme anticipé.

L'EBITDA s'élève à environ 70 millions d'euros en baisse de – 27,6 %.

Les investissements opérationnels bruts du Pôle ont été contenus au premier semestre 2015 et s'établissent à 45 millions d'euros. La progression apparente par rapport au premier semestre 2014 résulte principalement des effets de change.

PUMA

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	1 601,2	1 386,1	+ 15,5 %
Résultat opérationnel courant	40,7	70,8	- 42,5 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,5%	5,1%	- 2,6 pt
EBITDA	68,4	95,0	- 28,0 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,3%	6,9%	- 2,6 pt
Investissements opérationnels bruts	42,0	36,5	+ 15,1 %
Effectifs moyens	10 856	10 637	+ 2,1 %

Après une année 2014 riche en événements (Coupe du Monde de Football), en nouveaux partenariats et collaborations (Arsenal, Rihanna) et en actions de communication (campagne mondiale Forever Faster), PUMA a capitalisé au cours des six premiers mois de l'exercice sur cette dynamique très positive de mise en avant de la marque et a poursuivi l'exécution de sa stratégie visant notamment à simplifier l'offre, la rendre plus innovante et ainsi à regagner des parts de marché auprès des principaux distributeurs. Le déploiement de cette stratégie se traduit aussi par des changements concrets dans l'organisation et la gestion des opérations : la réorganisation de la chaîne d'approvisionnement et des flux logistiques liés, effective dès 2015, en est une illustration.

Pour le premier semestre 2015, le chiffre d'affaires de PUMA s'établit à 1 601 millions d'euros en forte progression de + 15,5 % en données publiées. A taux de change constant, la croissance des ventes est très solide et s'établit à + 5,9 %. L'activité du second trimestre a été plus soutenue avec une croissance en comparable de + 7,5 %. Le périmètre d'activité est quant à lui comparable : la cession de Tretorn est intervenue à la fin du semestre et ses ventes sont ainsi consolidées au titre de la période.

Pendant les six premiers mois de 2015, les ventes aux distributeurs tiers, qui représentent 79,4 % de l'activité de la marque, ont augmenté de + 5,4 % en comparable. Elles progressent dans toutes les principales régions, à l'exception du Japon, signe que les initiatives portant tant sur l'adéquation de l'offre avec les attentes des clients que sur la qualité de la distribution portent leurs fruits.

Le chiffre d'affaires de PUMA réalisé dans son réseau de points de vente exploités en propre s'est accru de + 9,3 % sur la période, avec des ventes en hausse à périmètre de magasins comparable. Seule la performance de l'Europe de l'Ouest pâtit encore de la réorganisation du réseau de magasins dans la région.

Les ventes de la catégorie chaussure, qui reste la première catégorie de produits avec 46,0 % de l'activité de la marque, affichent pour le premier semestre 2015 une croissance de + 12,1 % en



comparable. Cette progression remarquable confirme le rebond de la marque dans cette catégorie clé, dont les premiers signes datent du troisième trimestre 2014. Elle repose sur les lancements de nouvelles gammes dans le running, le training et dans le football qui ont été bien accueillis par les distributeurs et les consommateurs finaux. L'un des lancements récents les plus emblématiques à cet égard est celui de la Ignite, chaussure de course à pied déclinée tant sur le segment de la performance que du « lifestyle ».

Les ventes de textile (33,9 % du chiffre d'affaires total des six premiers mois de 2015) progressent de + 3,0 % en comparable. La croissance de l'activité dans cette catégorie reste très solide dans toutes les régions à l'exception de l'Europe compte tenu de bases de comparaison très élevées en 2014, en lien avec les ventes de maillots de football (« replicas ») durant la Coupe du Monde.

Pour ce qui se rapporte à la segmentation géographique des activités de PUMA, la marque a réalisé, au premier semestre 2015, 37,8 % de son chiffre d'affaires dans les pays émergents, contre 35,9 % pour la même période en 2014 en données publiées. Les ventes dans ces régions progressent de + 12,0 % en comparable. Après la réorganisation de sa distribution en Chine en 2013, le chiffre d'affaires de la marque rebondit fortement en Chine continentale (+ 20,6 %). Les tendances sont également très positives sur les principaux marchés, notamment en Amérique Latine, Inde et Turquie.

En Europe de l'Ouest, le chiffre d'affaires de PUMA se stabilise avec une croissance de + 0,6 % en comparable, portée par un redressement plus marqué des ventes dans les pays de la zone Euro, tout particulièrement en Allemagne et en France.

En Amérique du Nord, les ventes enregistrent une fois encore une très solide progression (+ 5,3 % en comparable). Signe très encourageant, c'est le chiffre d'affaires réalisé dans la catégorie chaussure qui affiche le plus fort taux de croissance.

Au Japon, la marque renoue avec la croissance (+ 1,0 % en comparable) malgré un marché des accessoires de Golf encore très dégradé.

La contribution de PUMA au résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 41 millions d'euros au 30 juin 2015. Le taux de rentabilité s'établit ainsi à 2,5 % en retrait de 260 points de base. L'EBITDA de PUMA s'élève à 68 millions d'euros, en recul par rapport au premier semestre 2014.

La baisse du résultat opérationnel en valeur absolue (30 millions d'euros) est principalement liée à la progression des charges opérationnelles et en premier lieu des dépenses de communication et de marketing dans cette phase annoncée d'investissements dans la marque.

Le recul de profitabilité opérationnelle exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires résulte pour partie des effets de change défavorables. La réévaluation du dollar américain a en effet entraîné un renchérissement des coûts d'approvisionnement sans que les couvertures de change et des augmentations de prix ciblées compensent l'impact négatif en résultant sur la marge brute. La marge brute de PUMA perd ainsi 100 points de base alors qu'à taux de change constant, elle est en légère progression. L'augmentation des dépenses de marketing et communication rapportées au chiffre d'affaires explique le solde de la détérioration du taux de résultat opérationnel.

Au 30 juin 2015, le réseau de magasins exploités en propre par PUMA compte 620 unités, soit 4 unités en moins par rapport au 31 décembre 2014.

Les investissements opérationnels s'élèvent à 42 millions, en hausse de + 15,1 % par rapport au premier semestre 2014 sous l'effet combiné de la conversion des investissements réalisés hors de la zone Euro et de la poursuite de la refonte de la supply chain et des systèmes d'information.



Autres marques de Sport & Lifestyle

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	129,8	112,6	+ 15,3 %
Résultat opérationnel courant	(2,3)	0,1	-
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	-1,8%	0,1%	- 1,9 pt
EBITDA	1,7	1,8	- 5,6 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	1,3%	1,6%	- 0,3 pt
Investissements opérationnels bruts	2,8	4,7	- 40,4 %
Effectifs moyens	775	815	- 4,9 %

Pour le premier semestre 2015, Volcom et Electric ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 130 millions d'euros, en progression de + 15,3 % en données publiées et en repli de - 1,4 % à taux de change constant. Au second trimestre, les tendances d'activité ont été mieux orientées avec une hausse du chiffre d'affaires de + 2,6 % en comparable.

Dans un marché du Surfwear et de l'Action Sport qui n'a pas connu d'améliorations majeures, Volcom récolte les fruits de sa politique engagée en 2013 visant à préserver ses marges, à améliorer sa distribution et à conforter la cohérence de son offre produits, notamment des collections femme.

Ainsi, ses ventes aux distributeurs tiers progressent de + 0,8 % alors même que les distributeurs ont poursuivi leurs efforts de rationalisation de leurs réseaux de points de vente. Les ventes dans les magasins en propre (15% de l'activité environ) enregistrent quant à elles une progression très robuste à + 6,6 %.

Le textile représente encore près de 82 % du chiffre d'affaires de Volcom et les ventes de la marque dans cette catégorie sont en hausse de + 1,7 %, portées par un très bon second trimestre. Volcom a en outre poursuivi le développement de la catégorie chaussure dont le chiffre d'affaires est en forte croissance. En revanche, les ventes dans la catégorie accessoires reculent.

L'Amérique du Nord reste le premier marché de la marque (67,3 % de l'activité) et les ventes y affichent une croissance positive (+ 1,3 % en comparable). Le repli de l'activité en Europe de l'Ouest et la stabilité du chiffre d'affaires au Japon sont compensés par un développement très encourageant de la marque dans les pays émergents et notamment en Asie-Pacifique.

Après un repositionnement majeur sur le marché des accessoires et une refonte complète de son offre autour de nouvelles gammes de lunettes, de masques et de montres au cours des deux dernières années, Electric a enregistré en 2014 une très forte progression de ses ventes. Reposant presque entièrement sur un mode de distribution « Wholesale », Electric a toutefois pâti au premier semestre 2015 de l'attentisme des distributeurs et d'un calendrier de livraisons moins favorable. Il en résulte un recul marqué des ventes.

Au 30 juin 2015, Volcom et Electric affichent une perte opérationnelle cumulée de 2,3 millions d'euros. A titre de rappel, la saisonnalité très marquée de l'activité de ces marques les conduit à enregistrer un résultat opérationnel significativement plus important au second semestre de l'exercice.

Le réseau de magasins exploités en propre par Volcom compte 52 unités au 30 juin 2015, dont 9 dans les pays émergents.

Pour le premier semestre 2015, les investissements opérationnels bruts de Volcom et Electric ont été contenus pour s'établir à près de 3 millions d'euros, en recul de 2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2014.



Corporate et autres

L'entité « Corporate et autres » regroupe les équipes du siège de Kering et les services centraux qui y sont attachés, les Services Partagés qui effectuent des prestations de service pour les marques ainsi que Kering Sustainability Department, l'initiative de développement durable lancée par Kering en 2011.

Elle intègre également la Direction Sourcing de Kering (KGS) qui constitue un centre de profit au titre des prestations qu'elle réalise pour le compte de marques hors-Groupe dont des enseignes de l'ex-Groupe Redcats.

Kering Eyewear, qui porte le projet du Groupe d'internaliser intégralement l'activité Eyewear (montures et lunettes de soleil), est également consolidée dans l'entité « Corporate et autres ».

Au premier semestre 2015, les coûts du Corporate s'établissent à 71 millions d'euros environ, en progression contenue de + 20 %. Cette croissance résulte du transfert à l'entité Corporate de nouvelles missions et projets transversaux pour le compte des marques du Groupe.

Commentaires sur la structure financière

A la fin du premier semestre, le bilan consolidé du Groupe est en partie affecté par le caractère saisonnier des activités de Kering, notamment sur le Pôle Sport & Lifestyle :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Goodwill, marques et autres immobilisations incorporelles nettes	15 100,2	14 360,9	14 788,0
Autres actifs nets non courants	502,7	4,3	310,0
Actifs nets courants	1 554,7	1 038,5	924,4
Provisions	(365,0)	(391,2)	(394,0)
Capitaux engagés	16 792,6	15 012,5	15 628,4
Actifs nets destinés à être cédés	28,0	(65,7)	24,6
Capitaux propres	11 483,3	11 041,8	11 262,3
Endettement financier net	5 337,3	3 905,0	4 390,7

Capitaux engagés

Au 30 juin 2015, les capitaux engagés ont augmenté de 1 164 millions d'euros par rapport à la clôture de l'exercice précédent principalement du fait des opérations courantes du semestre et des impacts de la dévaluation de l'euro contre les autres devises sur la conversion des états financiers.

Goodwill, marques et autres immobilisations incorporelles nettes

Au 30 juin 2015, le poste Goodwill, marques et autres immobilisations incorporelles nettes représente 63 % du total du bilan (64 % au 31 décembre 2014 et 65 % au 30 juin 2014).

Il est principalement constitué :

- de goodwill à hauteur de 3 826 millions d'euros, dont 2 733 millions d'euros pour le Pôle Luxe et 1 093 millions d'euros pour le Pôle Sport & Lifestyle ;



- de marques à hauteur de 10 880 millions d'euros, dont 6 960 millions d'euros pour le Pôle Luxe et 3 920 millions d'euros pour le Pôle Sport & Lifestyle. Ce poste est en augmentation par rapport au 31 décembre 2014 principalement du fait de la constatation de la marque Ulysse Nardin dans le cadre des travaux préliminaires d'allocation du prix d'acquisition.

Net des impôts différés passifs afférents aux marques (comptabilisés en Autres actifs nets non courants, voir ci-dessous), ce poste s'établit à 12 348 millions d'euros au 30 juin 2015.

Autres actifs nets non courants

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Immobilisations corporelles nettes	2 003,1	1 683,4	1 887,2
Impôts différés nets	(2 035,2)	(2 036,1)	(2 033,8)
Participations dans les entreprises mises en équivalence	21,6	19,1	23,2
Actifs financiers nets non courants	455,1	302,2	397,2
Actifs non courants divers	58,1	35,7	36,2
Autres actifs nets non courants	502,7	4,3	310,0

Par rapport au 30 juin 2014, les immobilisations corporelles nettes ont augmenté en raison des effets de périmètre notamment la consolidation d'Ulysse Nardin au 1^{er} novembre 2014, des opérations courantes de l'exercice (acquisitions/cessions d'une part et amortissements d'autre part) et des effets de change.

Les impôts différés correspondent pour l'essentiel aux impôts différés passifs liés aux marques reconnues dans le cadre de regroupements d'entreprises (Gucci et PUMA notamment).

Au 30 juin 2015, les participations dans les entreprises mises en équivalence incluent les participations dans les marques Tomas Maier, Joseph Altuzarra et Wilderness.

Actifs nets courants

Au 30 juin 2015, les Actifs nets courants constituent un actif net de 1 555 millions d'euros, à comparer à un actif net de 1 038 millions d'euros au 30 juin 2014, et de 924 millions d'euros au 31 décembre 2014. Ils se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Stocks	2 474,0	2 079,7	2 234,7
Créances clients	1 115,2	988,2	1 030,0
Dettes fournisseurs	(1 051,1)	(929,8)	(982,8)
Créances et dettes d'impôts exigibles	(181,5)	(271,5)	(139,5)
Autres actifs et passifs courants	(801,9)	(828,1)	(1 218,0)
Actifs nets courants	1 554,7	1 038,5	924,4

Au 30 juin 2015, les Actifs nets courants de Kering augmentent de 630 millions d'euros par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

Hors variations de change et de périmètre, l'évolution du Besoin en Fonds de Roulement a généré une consommation de trésorerie de 428 millions d'euros.



Hors variations de change et de périmètre, la variation des Stocks a engendré un besoin de trésorerie de 253 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Cette progression des stocks est corrélée à la progression du chiffre d'affaires des marques du pôle Luxe. Elle est également due à la hausse des volumes d'achats chez PUMA afin de soutenir l'activité et dans une moindre mesure, à une anticipation plus grande des achats sur le semestre.

Sur le premier semestre 2015 hors variations de change et de périmètre, l'augmentation des encours clients a généré un besoin de trésorerie de 46 millions d'euros couvert par la hausse des dettes fournisseurs qui génère de la trésorerie pour 34 millions d'euros.

L'augmentation des Autres passifs nets courants a engendré un besoin de trésorerie de 151 millions d'euros sur le premier semestre 2015 généré principalement par les décaissements de charges de restructuration chez Gucci et le règlement début janvier 2015 du premier des trois paiements de même montant relatifs à l'indemnité de 90 millions d'euros due à Safilo.

Provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Provisions pour retraites et avantages similaires	136,5	102,3	119,1
Autres provisions	228,5	288,9	274,9
Provisions	365,0	391,2	394,0

Au 30 juin 2015, la part des Provisions pour retraites et avantages similaires qui ne donnera pas lieu à des décaissements dans les douze prochains mois (enregistrée dans les passifs non courants) s'élève à 129 millions d'euros et est en légère augmentation par rapport au 31 décembre 2014 du fait de l'impact de la consolidation d'Ulysse Nardin.

Les autres provisions sont en diminution par rapport à la clôture de l'exercice 2014 principalement du fait de la reprise d'une provision pour risque fiscal dont le risque s'est éteint sur la période.

Actifs nets destinés à être cédés

Ce poste résulte de l'application de la norme IFRS 5 aux activités cédées ou en cours de cession dans la période. Il concerne les actifs résiduels de Sergio Rossi au 30 juin 2015.

Capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Capitaux propres - Part revenant au Groupe	10 807,1	10 436,5	10 634,1
Capitaux propres - Part revenant aux intérêts non contrôlés	676,2	605,3	628,2
Capitaux propres	11 483,3	11 041,8	11 262,3

Au 30 juin 2015, les capitaux propres consolidés de Kering sont en augmentation par rapport à la clôture de l'exercice précédent ; la part des capitaux propres revenant au Groupe a augmenté de 173 millions d'euros principalement sous l'effet :

- du résultat net part du Groupe du premier semestre de l'exercice 2015 (+ 423 millions d'euros) ;
- du dividende en numéraire distribué par Kering (- 315 millions d'euros) ;
- des écarts de conversion (+ 169 millions d'euros) ;



- de la variation de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie (- 28 millions d'euros).

Au cours du premier semestre 2015, le nombre d'actions d'autocontrôle a augmenté de 6 061 titres. Au 30 juin 2015, le capital social de Kering est constitué de 126 279 322 actions d'une valeur nominale de 4 euros. Au 30 juin 2015, Kering ne détient aucune action dans le cadre du contrat de liquidité (aucune action n'était détenue dans le cadre de ce contrat au 31 décembre 2014). Hors cadre du contrat de liquidité, Kering détient 27 598 actions auto-détenues (Kering détenait 21 537 actions au 31 décembre 2014).

Au 30 juin 2015, la part des capitaux propres revenant aux intérêts non contrôlés concerne principalement PUMA pour 533 millions d'euros (539 millions d'euros au 31 décembre 2014) et le Pôle Luxe pour 134 millions d'euros (88 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Au cours du premier semestre 2015, la part des capitaux propres revenant aux Intérêts non contrôlés est en légère augmentation par rapport au 31 décembre 2014.

Endettement financier net

A la fin du premier semestre, l'endettement financier net du Groupe est traditionnellement plus élevé qu'à la clôture de l'exercice eu égard au paiement du dividende et, dans une certaine mesure, à la saisonnalité de l'activité. Au 30 juin 2015, l'endettement financier net de Kering s'élève à 5 337 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Emprunts obligataires	3 453,9	2 893,4	3 390,4
Emprunts bancaires	316,9	298,0	264,0
Billets de trésorerie	1 728,8	1 197,0	969,8
Dettes financières diverses	760,6	742,4	856,4
Dettes financières brutes ⁽¹⁾	6 260,2	5 130,8	5 480,6
Instruments dérivés de couverture de juste valeur (taux d'intérêt)	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(922,9)	(1 225,8)	(1 089,9)
Endettement financier net	5 337,3	3 905,0	4 390,7

⁽¹⁾ Hors financement des concours à la clientèle.

Au 30 juin 2015, les dettes financières brutes incluent 211 millions d'euros au titre des options de vente accordées à des actionnaires minoritaires (310 millions d'euros à la clôture de l'exercice précédent).

Au premier semestre 2015, les remboursements d'emprunts obligataires incluent principalement le remboursement de l'emprunt de 750 millions d'euros arrivant à échéance en avril 2015, émis en 2010 pour 500 millions d'euros puis abondé en 2012 à hauteur de 250 millions d'euros et portant coupon à 3,75%.

Les émissions d'emprunts intègrent les mises en place au cours du premier semestre 2015 de financements obligataires pour un total de 818 millions d'euros. Elles incluent principalement un emprunt obligataire en euros émis à taux fixe en mars 2015 pour 500 millions d'euros pour une durée de 7 ans avec un coupon annuel de 0,875% complété par deux emprunts obligataires en devises : l'un de 150 millions de dollars américains émis sous forme de FRN (floating rate note) en mars 2015 pour



une durée de 5 ans et le second de 150 millions de dollars américains émis à taux fixe en juin 2015 pour une durée de 6 ans avec un coupon annuel 2,887 %.

Au premier semestre 2014, Kering avait notamment procédé au remboursement d'emprunts obligataires, dont l'emprunt de 550,1 millions d'euros arrivant à échéance en avril 2014, émis en 2009 en deux tranches portant le financement initial à 800 millions d'euros et racheté partiellement en 2011 pour 249,9 millions d'euros, et de l'emprunt obligataire de 150 millions d'euros émis en 2009.

Solvabilité

Le Groupe Kering affiche une structure financière très solide, et l'agence de notation Standard & Poors a relevé, en mars 2012, la notation à long terme de Kering de « BBB - » à « BBB » assortie d'une perspective « stable ».

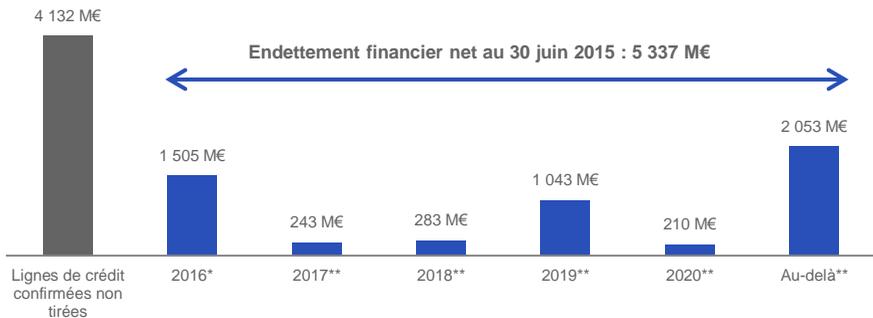
Les crédits bancaires contractés par Kering comportent un seul covenant financier : le ratio de solvabilité (endettement financier net rapporté à l'EBITDA, calculé une fois par an en pro forma et à la clôture de l'exercice) doit être inférieur ou égal à 3,75.

Liquidité

Au 30 juin 2015, Kering dispose d'une trésorerie disponible de 923 millions d'euros (1 090 millions d'euros au 31 décembre 2014) à laquelle s'ajoute un solde de 4 132 millions d'euros de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date (4 125 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie inclut exclusivement des instruments de trésorerie et OPCVM monétaires sans risque de variation de valeur.

Par ailleurs, au 30 juin 2015, le Groupe dispose de 4 153 millions d'euros de lignes de crédit confirmées (4 144 millions d'euros au 31 décembre 2014).



* Dette brute sous déduction de la Trésorerie et équivalents de trésorerie et du financement des concours à la clientèle.

** Dette brute.

La part des dettes brutes à moins d'un an représente 38,8 % de la dette brute au 30 juin 2015 (41,7 % au 31 décembre 2014 et 47,3 % au 30 juin 2014).

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les contrats d'emprunts ou de lignes de crédit comportent des clauses juridiques usuelles de *pari passu*, de défaut croisé (*cross default*) et de *negative pledge*.

Il n'existe aucune clause de remboursement anticipé dans les contrats de financement qui serait déclenchée suite à une détérioration de la notation financière du Groupe (*rating trigger*).

Variation de l'endettement financier net

La variation de l'endettement financier net peut se rationaliser comme suit :

(en millions d'euros)	2015	2014
Endettement financier net au 1er janvier	4 390,7	3 442,9
Cash-flow libre opérationnel	(57,8)	(634,6)
Intérêts nets versés et dividendes reçus	91,9	105,8
Dividendes versés	537,1	499,8
Acquisitions de titres Kering	7,6	13,8
Autres acquisitions et cessions	161,9	467,6
Autres mouvements	205,9	9,7
Endettement financier net au 30 juin	5 337,3	3 905,0

Cash-flow libre opérationnel

Pour les six premiers mois de l'exercice 2015, le cash-flow libre opérationnel de Kering s'établit à 58 millions d'euros ; il s'élevait à 635 millions d'euros au premier semestre 2014 et intégrait l'impact de cession d'un ensemble immobilier.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	Variation
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	894,9	944,1	- 5,2 %
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (hors impôt)	(428,0)	(261,0)	- 64,0 %
Impôts sur le résultat payés	(148,3)	(175,3)	+ 15,4 %
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	318,6	507,8	- 37,3 %
Investissements opérationnels nets	(260,8)	126,8	-
Cash-flow libre opérationnel	57,8	634,6	- 90,9 %

Au premier semestre 2015, la capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts diminue de 49 millions d'euros (soit - 5,2%) par rapport aux six premiers mois de 2014 principalement en raison de l'effet des couvertures de change qui ont eu un effet négatif sur la capacité d'autofinancement.

Sur le premier semestre 2015, la variation du Besoin en Fonds de Roulement donne lieu à un décaissement net de trésorerie de 428 millions (261 millions d'euros en 2014).

Cette évolution défavorable de 167 millions d'euros résulte principalement :



- d'une diminution des dettes fournisseurs générant un effet défavorable à hauteur de 120 millions d'euros liée à une baisse de volume d'activité dans le Pôle Luxe avec les distributeurs tiers et à des effets de décalages de paiement ;
- d'une augmentation des décaissements des autres dettes opérationnelles principalement les effets des décaissements de charges de restructuration chez Gucci et le règlement de la première tranche de l'indemnité due à Safilo ;
- compensée par une diminution de l'impôt payé générant un effet favorable de 27 millions d'euros.

Au 30 juin 2015, les décaissements de trésorerie résultant des investissements opérationnels nets s'élèvent à 261 millions d'euros. Au 30 juin 2014, ils tenaient compte de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 341 millions d'euros principalement relatives à la cession d'un ensemble immobilier.

Les investissements opérationnels bruts s'élèvent à 303 millions d'euros au premier semestre 2015, en croissance de 41,3% par rapport aux six premiers mois de 2014. Retraités du premier paiement effectué en janvier 2015 de l'indemnité due à Safilo, les investissements opérationnels bruts sont en hausse de 27,3% sur le semestre.

Ils se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	Variation
Luxe	161,0	146,5	+ 9,9 %
Sport & Lifestyle	44,8	41,2	+ 8,7 %
Corporate	97,2	26,8	-
Investissements opérationnels bruts	303,0	214,5	+ 41,3 %

Dans le Pôle Luxe, la hausse de 9,9% est principalement liée aux effets de change et sa stabilité à taux de change constant reflète l'attention portée à la croissance organique à magasins constants et à la consolidation du réseau de magasins existants en tenant compte du contexte plus incertain pour l'industrie du luxe. Dans le Pôle Sport et Lifestyle, la progression résulte également principalement des effets de change. Au premier semestre 2015, ces investissements opérationnels bruts concernent les points de vente à hauteur de 43% (57% au 30 juin 2014).

La hausse des investissements Corporate (hors règlement à Safilo) correspond principalement à des investissements réalisés dans les systèmes d'informations et dans des projets immobiliers notamment à Milan et Paris.

Cash-flow disponible

Le cash-flow disponible du premier semestre 2015 s'établit à -34 millions d'euros ; il s'élevait à 529 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les décaissements nets au titre des frais financiers nets sont stables et intègrent au 30 juin 2015 des intérêts versés et dividendes reçus pour 92 millions d'euros contre 106 millions d'euros au 30 juin 2014.

Retraité des décaissements d'éléments non courants, le cash-flow libre disponible s'élève à 13 millions d'euros, il s'élevait à 554 millions d'euros au 30 juin 2014, incluant l'effet de la cession d'un ensemble immobilier.



Dividendes versés

Au premier semestre 2015, les dividendes versés comprenaient 32 millions d'euros de dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées (27 millions d'euros au 30 juin 2014), dont 26 millions d'euros concernent PUMA et ses filiales (16 millions au cours du premier semestre 2014). Le dividende en numéraire versé par Kering à ses actionnaires en 2015 s'élève à 505 millions d'euros (incluant l'acompte sur dividende en numéraire mis en paiement le 26 janvier 2015).

Acquisitions et cessions

Au cours des six premiers mois de 2015, Kering n'a pas acquis d'actions PUMA et a maintenu son taux de participation à 85,81%, comme à la clôture de l'exercice précédent.

Les acquisitions de titres Kering regroupent les flux récurrents consécutifs aux mouvements de titres dans le cadre du contrat de liquidité, ainsi que l'acquisition de 133 021 titres afférents aux plans d'attribution d'actions gratuites et d'options d'achats.

Au 30 juin 2015, l'impact des Autres acquisitions et cessions de titres incluent principalement des investissements financiers de la part du Groupe pour 74 millions d'euros principalement relatifs à des entités immobilières et des flux financiers liés aux activités abandonnées pour 85 millions d'euros incluant le paiement constaté au titre du transfert des actifs du fonds de pension Redcats UK à un assureur et la recapitalisation de Movitex effectuée en janvier 2015.

Au 30 juin 2014, l'impact des Autres acquisitions et cessions de titres était principalement relatif aux flux financiers liés aux activités abandonnées pour 394 millions d'euros (Redcats) incluant principalement le décaissement au titre de la fiducie mise en place dans le cadre de la cession de La Redoute.

Autres mouvements

Les Autres mouvements regroupent pour l'essentiel la variation des incidences des écarts de conversion et des impacts de mise à la juste valeur des instruments financiers selon les prescriptions des normes IAS 32/39. Les principaux mouvements constatés sur les écarts de conversion portent sur la revalorisation bilancielle des postes libellés en devises étrangères notamment le franc suisse et le dollar américain.

Résultat de la société Kering et capital social

Le résultat net de la Société mère au 30 juin 2015 constitue un profit de 302 millions d'euros contre un profit de 26 millions d'euros au 30 juin 2014.

Il inclut des dividendes perçus des filiales à hauteur de 382 millions d'euros, à comparer à 385 millions au 30 juin 2014.

Le capital social de Kering au 30 juin 2015 est constitué de 126 279 322 actions d'une valeur nominale de 4 euros.



Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées intervenues sur le premier semestre 2015 sont décrites dans la Note 21 des notes annexes résumées aux états financiers consolidés.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 30 juin 2015 et la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration du 27 juillet 2015.

Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2015 sont ceux exposés dans la partie Gestion des risques du Document de Référence 2014 ainsi que dans la Note 30 des Etats financiers au 31 décembre 2014.

Perspectives

Positionné sur des marchés structurellement porteurs, Kering dispose de fondamentaux très solides et d'un portefeuille de marques puissantes à fort potentiel.

L'année 2015 sera caractérisée par la poursuite du plan de relance chez PUMA, et par le déploiement de plans d'actions pour chacune des marques des activités Luxe, avec un accent mis, comme en 2014, sur la croissance organique rentable.

Dans un environnement macro-économique encore instable, les évolutions récentes des devises sont susceptibles, en l'état, d'avoir un impact favorable sur le niveau d'activité, mais pourraient avoir des effets contrastés sur les résultats du Groupe. Kering poursuivra dans ce contexte une gestion rigoureuse et exigeante dans le pilotage et l'allocation de ses ressources, en vue d'optimiser sa performance opérationnelle et d'améliorer la génération de cash-flow des marques du Groupe.

2. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2015

Compte de résultat consolidé

Pour les situations au 30 juin 2015 et au 30 juin 2014 et l'exercice clos au 31 décembre 2014.

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
ACTIVITES POURSUIVIES				
Produits des activités ordinaires	5	5 512,5	4 710,4	10 037,5
Coût des ventes		(2 113,3)	(1 708,2)	(3 741,7)
Marge brute		3 399,2	3 002,2	6 295,8
Charges de personnel		(895,9)	(751,8)	(1 545,2)
Autres produits et charges opérationnels courants		(1 730,1)	(1 433,0)	(3 086,6)
Résultat opérationnel courant	5	773,2	817,4	1 664,0
Autres produits et charges opérationnels non courants	6	(41,8)	1,0	(112,1)
Résultat opérationnel		731,4	818,4	1 551,9
Charges financières (nettes)	7	(136,2)	(104,3)	(197,4)
Résultat avant impôt		595,2	714,1	1 354,5
Impôt sur le résultat	8	(141,4)	(146,0)	(325,6)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	9	(2,8)	(1,9)	(0,8)
Résultat net des activités poursuivies		451,0	566,2	1 028,1
dont part du Groupe		433,8	547,2	1 007,7
dont part des intérêts non contrôlés		17,2	19,0	20,4
ACTIVITES ABANDONNEES				
Résultat net des activités abandonnées	10	(10,7)	(362,7)	(478,8)
dont part du Groupe		(10,7)	(362,7)	(478,8)
dont part des intérêts non contrôlés				
Résultat net de l'ensemble consolidé		440,3	203,5	549,3
Résultat net part du Groupe		423,1	184,5	528,9
Résultat net part des intérêts non contrôlés		17,2	19,0	20,4
Résultat net part du Groupe		423,1	184,5	528,9
Résultat par action (en euros)	11.1	3,36	1,47	4,20
Résultat dilué par action (en euros)	11.1	3,36	1,46	4,20
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies		433,8	547,2	1 007,7
Résultat par action (en euros)	11.1	3,44	4,35	8,00
Résultat dilué par action (en euros)	11.1	3,44	4,34	8,00
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies hors éléments non courants		489,2	562,3	1 177,4
Résultat par action (en euros)	11.2	3,88	4,47	9,35
Résultat dilué par action (en euros)	11.2	3,88	4,46	9,35



Etat du résultat global consolidé

Pour les situations au 30 juin 2015 et au 30 juin 2014 et l'exercice clos au 31 décembre 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net		440,3	203,5	549,3
Ecart actuariels ⁽¹⁾		(26,9)	(0,1)	(5,3)
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé				10,0
Eléments non recyclables en résultat		(26,9)	(0,1)	4,7
Ecart de conversion		183,8	(11,5)	74,7
Couvertures des flux de trésorerie ⁽¹⁾		(30,5)	(58,6)	(151,1)
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾		(2,0)	(0,1)	(0,7)
Eléments recyclables en résultat		151,3	(70,2)	(77,1)
Autres éléments du résultat global, après impôt	12	124,4	(70,3)	(72,4)
Résultat global total		564,7	133,2	476,9
dont part du Groupe		534,8	114,5	440,4
dont part des intérêts non contrôlés		29,9	18,7	36,5

⁽¹⁾ Net d'impôt.

Etat de la situation financière consolidée

Pour les situations au 30 juin 2015 et au 30 juin 2014 et l'exercice clos au 31 décembre 2014.

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Goodwill		3 826,3	3 634,6	4 039,9
Marques et autres immobilisations incorporelles		11 273,9	10 726,3	10 748,1
Immobilisations corporelles		2 003,1	1 683,4	1 887,2
Participations dans les sociétés mises en équivalence		21,6	19,1	23,2
Actifs financiers non courants		464,2	303,3	400,0
Actifs d'impôts différés		826,2	769,6	758,0
Autres actifs non courants		58,1	35,7	36,2
Actif non courant		18 473,4	17 172,0	17 892,6
Stocks		2 474,0	2 079,7	2 234,7
Créances clients		1 115,2	988,2	1 030,0
Créances d'impôts exigibles		133,9	114,6	138,4
Autres actifs financiers courants		86,7	18,8	106,3
Autres actifs courants		708,2	442,3	673,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	922,9	1 225,8	1 089,9
Actif courant		5 440,9	4 869,4	5 272,8
Actifs détenus en vue de la vente	10	88,3	107,9	88,5
Total actif		24 002,6	22 149,3	23 253,9

Passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Capital social	13	505,2	505,0	505,1
Réserves liées au capital		2 428,3	2 426,3	2 427,4
Titres d'autocontrôle	13.1	(5,1)	(8,7)	(3,4)
Réserves de conversion		116,0	(126,9)	(52,9)
Réévaluation des instruments financiers		(115,2)	11,6	(86,9)
Autres réserves		7 877,9	7 629,2	7 844,8
Capitaux propres - Part revenant au Groupe	13	10 807,1	10 436,5	10 634,1
Capitaux propres - Part revenant aux intérêts non contrôlés		676,2	605,3	628,2
Capitaux propres	13	11 483,3	11 041,8	11 262,3
Emprunts et dettes financières à long terme	15	3 831,6	2 710,6	3 192,2
Autres passifs financiers non courants		9,1	1,1	2,8
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		129,3	95,1	111,9
Provisions		50,7	108,9	49,3
Passifs d'impôts différés		2 861,4	2 805,7	2 791,8
Passif non courant		6 882,1	5 721,4	6 148,0
Emprunts et dettes financières à court terme	15	2 428,6	2 420,2	2 288,4
Autres passifs financiers courants		129,0	19,7	346,8
Dettes fournisseurs		1 051,1	929,8	982,8
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		7,2	7,2	7,2
Provisions		177,8	180,0	225,6
Dettes d'impôts exigibles		315,4	386,1	277,9
Autres passifs courants		1 467,8	1 269,5	1 651,0
Passif courant		5 576,9	5 212,5	5 779,7
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente	10	60,3	173,6	63,9
Total passif		24 002,6	22 149,3	23 253,9



Tableau des flux de trésorerie consolidés

Pour les situations au 30 juin 2015 et au 30 juin 2014 et l'exercice clos au 31 décembre 2014.

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net des activités poursuivies		451,0	566,2	1 028,1
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	5	198,6	154,5	326,7
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie		(21,3)	(126,7)	(95,0)
Capacité d'autofinancement		628,3	594,0	1 259,8
Charges et produits d'intérêts financiers		91,9	94,7	218,8
Charge nette d'impôt exigible		174,7	255,4	365,7
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		894,9	944,1	1 844,3
Variation du besoin en fonds de roulement		(428,0)	(261,0)	(160,3)
Impôts sur le résultat payés		(148,3)	(175,3)	(422,7)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		318,6	507,8	1 261,3
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5, 19.1	(303,0)	(214,5)	(551,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		42,2	341,3	367,9
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	19.2		(0,9)	(593,8)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	19.2	(2,9)	(0,1)	3,6
Acquisitions d'autres actifs financiers		(88,7)	(64,2)	(144,1)
Cessions d'autres actifs financiers		15,2	9,4	9,9
Intérêts et dividendes reçus		0,3	2,7	5,3
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		(336,9)	73,7	(902,6)
Augmentation / Diminution de capital et autres opérations avec les actionnaires	19.3	(2,1)	3,0	3,2
Acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle	19.4	(7,6)	(13,8)	(8,5)
Dividendes versés aux actionnaires de Kering, société mère	13.2	(504,9)	(473,2)	(473,2)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés des filiales consolidées		(32,2)	(26,6)	(24,4)
Emission d'emprunts	19.5	860,4	316,2	862,7
Remboursement d'emprunts	19.5	(758,4)	(881,5)	(948,1)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières		605,6	757,0	546,7
Intérêts versés et assimilés		(92,2)	(108,5)	(233,4)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		68,6	(427,4)	(275,0)
Flux nets liés aux activités abandonnées	10	(85,3)	(372,2)	(442,7)
Incidence des variations des cours de change		(153,9)	6,2	(73,2)
Variation nette de la trésorerie		(188,9)	(211,9)	(432,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	19	805,4	1 237,6	1 237,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	19	616,5	1 025,7	805,4



Variation des capitaux propres consolidés

(Avant affectation du résultat)	Capitaux propres									
	Nombre d'actions en circulation ⁽¹⁾	Capital social	Réserves liées au capital	Titres d'auto-contrôle	Réserves de conversion	Réévaluation des instruments financiers	Autres réserves et résultats nets - part du Groupe	Part Groupe	Intérêts non contrôlés	Totaux
(en millions d'euros)										
Au 31 décembre 2013	126 166 180	504,9	2 424,3	(10,4)	(115,3)	69,8	7 713,3	10 586,6	609,3	11 195,9
Résultat global total du 1^{er} semestre 2014					(11,6)	(58,2)	184,3	114,5	18,7	133,2
Augmentation / Diminution de capital	24 853	0,1	2,0					2,1		2,1
Titres d'auto-contrôle ⁽²⁾	5 082			1,7			(10,1)	(8,4)		(8,4)
Valorisation des paiements fondés sur les actions							1,4	1,4		1,4
Dividendes distribués							(283,9)	(283,9)	(26,6)	(310,5)
Variations de périmètre							24,2	24,2	3,9	28,1
Au 30 juin 2014	126 196 115	505,0	2 426,3	(8,7)	(126,9)	11,6	7 629,2	10 436,5	605,3	11 041,8
Résultat global total du 2^{ème} semestre 2014					74,0	(98,5)	350,4	325,9	17,8	343,7
Augmentation / Diminution de capital	14 876	0,1	1,1					1,2		1,2
Titres d'auto-contrôle ⁽²⁾	33 962			5,3			(0,1)	5,2		5,2
Valorisation des paiements fondés sur les actions							0,5	0,5		0,5
Dividendes distribués							(189,4)	(189,4)	4,7	(184,7)
Variations de périmètre							54,2	54,2	0,4	54,6
Au 31 décembre 2014	126 244 953	505,1	2 427,4	(3,4)	(52,9)	(86,9)	7 844,8	10 634,1	628,2	11 262,3
Résultat global total du 1^{er} semestre 2015					168,9	(28,3)	394,2	534,8	29,9	564,7
Augmentation / Diminution de capital	12 832	0,1	0,9					1,0		1,0
Titres d'auto-contrôle ⁽²⁾	(6 061)			(1,7)			(3,8)	(5,5)		(5,5)
Valorisation des paiements fondés sur les actions							0,3	0,3		0,3
Dividendes distribués							(315,5)	(315,5)	(32,2)	(347,7)
Variations de périmètre							(42,1)	(42,1)	50,3	8,2
Au 30 juin 2015 ⁽³⁾	126 251 724	505,2	2 428,3	(5,1)	116,0	(115,2)	7 877,9	10 807,1	676,2	11 483,3

⁽¹⁾ Valeur nominale des actions de 4 euros.

⁽²⁾ Net d'impôt.

⁽³⁾ Nombre d'actions au capital au 30 juin 2015: 126 279 322



Notes annexes résumées aux états financiers consolidés

Note 1	Généralités.....	45
Note 2	Principes et méthodes comptables.....	45
Note 3	Retraitement de l'information comparative	47
Note 4	Faits marquants	50
Note 5	Secteurs opérationnels	51
Note 6	Autres produits et charges opérationnels non courants	54
Note 7	Charges financières (nettes)	55
Note 8	Impôt.....	55
Note 9	Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence.....	56
Note 10	Actifs détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou encours de cession..	56
Note 11	Résultats par action.....	58
Note 12	Autres éléments du résultat global	60
Note 13	Capitaux propres.....	62
Note 14	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	63
Note 15	Dettes financières brutes.....	64
Note 16	Instruments dérivés en valeur de marché.....	64
Note 17	Classification comptable et Valeur de marché des instruments financiers.....	66
Note 18	Endettement financier net.....	68
Note 19	Tableau des flux de trésorerie.....	68
Note 20	Evolution des Passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels	70
Note 21	Parties liées ayant un contrôle sur le groupe.....	70
Note 22	Événements postérieurs à la clôture.....	70



Note 1 Généralités

Kering, société-mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration, dont le siège social est 10 avenue Hoche 75008 Paris, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 075 020 RCS Paris et est cotée à l'Euronext Paris.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 reflètent la situation comptable de Kering et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées et coentreprises.

Le Conseil d'administration du 27 juillet 2015 a arrêté les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 et donné son autorisation à leur publication le 27 juillet 2015.

Note 2 Principes et méthodes comptables

2.1 Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe Kering au 31 décembre 2014 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle qu'adoptée par l'Union européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2014.

2.2 Référentiel IFRS appliqué

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2014, à l'exception de l'impôt sur le résultat et des avantages au personnel, qui font l'objet de méthodes d'évaluation spécifiques (Note 2.3.) et à l'exception des normes et interprétations (listées ci-dessous) applicables pour le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2015.

Les textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 sont les suivants :

- l'interprétation IFRIC 21 – Taxes ;
- les amendements issus de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS 2011-2013, publiés en décembre 2013.

Ces textes n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2015.

En effet, les autres normes et interprétations non encore approuvées par l'Union européenne sont principalement les suivantes :



- La norme IFRS 9 – Instruments financiers établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. Ces principes viendront remplacer ceux actuellement énoncés par la norme IAS 39 Instruments financiers ;
- La norme IFRS 15 – Produits provenant de contrats avec les clients définit le modèle de reconnaissance des revenus et viendra remplacer la norme IAS 18 Produits des activités ordinaires ;
- Les amendements à IAS 16 et IAS 38 – Classification sur les modes d'amortissement acceptables ;
- Les différents amendements aux normes sur la consolidation IFRS 10 et IFRS 11.

2.3. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

2.3.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice en cours, pour chaque entité et sous-ensemble fiscal. Elle est ajustée des opérations propres au premier semestre.

2.3.2. Avantages du personnel

Sauf événement particulier ou variation significative des hypothèses actuarielles au cours de la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des comptes semestriels. La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2015, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2014.

2.3.3. Saisonnalité de l'activité

Le produit des activités ordinaires, le résultat opérationnel courant et l'ensemble des indicateurs opérationnels (dont le besoin en fonds de roulement) sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité élevé sur le second semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2015 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2015.

2.4. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que les hypothèses retenues pour



le calcul des obligations liées aux avantages du personnel, des paiements fondés sur des actions, des impôts différés et des instruments financiers. Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la direction du Groupe fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées. C'est le cas notamment pour les options de vente accordées aux actionnaires minoritaires.

Note 3 Retraitement de l'information comparative

Sur l'exercice 2014, le Groupe a identifié des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession comme étant éligibles à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Ces activités concernent Sergio Rossi.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie antérieurement publiés ont été retraités. Les effets des retraitements liés aux « activités arrêtées, cédées ou en cours de cession » sont les suivants :



Compte de résultat pour l'exercice clos le 30 juin 2014

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2014 Publié en juillet 2014	IFRS 5	30/06/2014 retraité
ACTIVITES POURSUIVIES			
Produits des activités ordinaires	4 747,2	(36,8)	4 710,4
Coût des ventes	(1 727,1)	18,9	(1 708,2)
Marge brute	3 020,1	(17,9)	3 002,2
Charges de personnel	(760,5)	8,7	(751,8)
Autres produits et charges opérationnels courants	(1 449,4)	16,4	(1 433,0)
Résultat opérationnel courant	810,2	7,2	817,4
Autres produits et charges opérationnels non courants	(8,1)	9,1	1,0
Résultat opérationnel	802,1	16,3	818,4
Charges financières (nettes)	(105,4)	1,1	(104,3)
Résultat avant impôt	696,7	17,4	714,1
Impôt sur le résultat	(142,8)	(3,2)	(146,0)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(1,9)	-	(1,9)
Résultat net des activités poursuivies	552,0	14,2	566,2
dont part du Groupe	533,0	14,2	547,2
dont part des intérêts non contrôlés	19,0	-	19,0
ACTIVITES ABANDONNEES			
Résultat net des activités abandonnées	(348,5)	(14,2)	(362,7)
dont part du Groupe	(348,5)	(14,2)	(362,7)
dont part des intérêts non contrôlés	0,0	-	0,0
Résultat net de l'ensemble consolidé	203,5	-	203,5
Résultat net part du Groupe	184,5	-	184,5
Résultat net part des intérêts non contrôlés	19,0	-	19,0
Résultat net part du Groupe	184,5	-	184,5
Résultat par action (<i>en euros</i>)	1,47	-	1,47
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	1,46	-	1,46
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	533,0	14,2	547,2
Résultat par action (<i>en euros</i>)	4,23	0,12	4,35
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	4,23	0,11	4,34
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies hors éléments non courants	554,9	7,4	562,3
Résultat par action (<i>en euros</i>)	4,41	0,06	4,47
Résultat dilué par action (<i>en euros</i>)	4,40	0,06	4,46



Tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2014

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2014 Publié en juillet 2014	IFRS 5	30/06/2014 retraité
Résultat net des activités poursuivies	552,0	14,2	566,2
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	156,4	(1,9)	154,5
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie	(126,8)	0,1	(126,7)
Capacité d'autofinancement	581,6	12,4	594,0
Charges et produits d'intérêts financiers	95,5	(0,8)	94,7
Charge nette d'impôt exigible	252,8	2,6	255,4
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	929,9	14,2	944,1
Variation du besoin en fonds de roulement	(263,0)	2,0	(261,0)
Impôts sur le résultat payés	(172,8)	(2,5)	(175,3)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	494,1	13,7	507,8
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(215,4)	0,9	(214,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	341,3	-	341,3
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	(3,6)	2,7	(0,9)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	(0,1)	-	(0,1)
Acquisitions d'autres actifs financiers	(64,3)	0,1	(64,2)
Cessions d'autres actifs financiers	9,4	-	9,4
Intérêts et dividendes reçus	2,7	-	2,7
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	70,0	3,7	73,7
Augmentation / Diminution de capital	3,0	-	3,0
Acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle	(13,8)	-	(13,8)
Dividendes versés aux actionnaires de Kering, société mère	(473,2)	-	(473,2)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés des filiales consolidées	(26,6)	-	(26,6)
Emission d'emprunts	316,2	-	316,2
Remboursement d'emprunts	(881,5)	-	(881,5)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières	756,2	0,8	757,0
Intérêts versés et assimilés	(109,4)	0,9	(108,5)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(429,1)	1,7	(427,4)
Flux nets liés aux activités abandonnées	(353,4)	(18,8)	(372,2)
Incidence des variations des cours de change	6,5	(0,3)	6,2
Variation nette de la trésorerie	(211,9)	-	(211,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 237,6	-	1 237,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 025,7	-	1 025,7



Note 4 *Faits marquants*

Changement managérial et transition créative chez Gucci

Marco Bizzarri, Président et CEO de Gucci qui a succédé à Patrizio di Marco au 1^{er} janvier 2015 a annoncé le 21 janvier 2015 la nomination d'Alessandro Michele en tant que nouveau Directeur de la Création de Gucci suite au départ de la Directrice de la Création de la marque Frida Giannini.

Alessandro Michele a dorénavant l'entière responsabilité créative de toutes les collections de la marque et de l'image de la Maison. La première collection intégralement conçue par Alessandro Michele est la collection Croisière 2016 présentée à New York le 4 juin 2015. Elle sera distribuée en magasins à la fin du troisième trimestre 2015.

Finalisation du partenariat entre Kering et Safilo et lancement de Kering Eyewear

En 2014, Kering a annoncé sa volonté d'investir dans une entité dédiée et spécialisée dans l'Eyewear haut de gamme et sport, dirigée par une équipe qualifiée de professionnels expérimentés sous la direction de Roberto Vedovotto. Ce modèle innovant de gestion des activités Eyewear permettra au Groupe de capter pleinement tout le potentiel de croissance de ses marques dans cette catégorie.

Dans le cadre de ce mouvement stratégique, Kering et Safilo se sont mis d'accord pour faire évoluer leur partenariat. Ils entendent, en effet, mettre fin à l'actuel contrat de licence de Gucci avec deux ans d'avance, soit le 31 décembre 2016, en contrepartie notamment du versement d'une indemnité de 90 millions d'euros. Kering a annoncé, le 12 janvier 2015, avoir signé cet accord, qui couvre le développement produit, la fabrication et la fourniture des produits Eyewear de Gucci. Cet accord sera mis en œuvre à partir du 4^{ème} trimestre 2015 afin d'assurer une transition harmonieuse des activités Eyewear de Gucci.

Kering a annoncé le 18 mars 2015 la nomination de Roberto Vedovotto, CEO de Kering Eyewear, au Comité Exécutif du Groupe. Kering Eyewear a été officiellement lancé le 30 juin 2015 lors de la présentation de sa première collection « Collezione Uno » au Palazzo Grassi à Venise.

L'indemnité de 90 millions due à Safilo est considérée dans les comptes semestriels du 30 juin 2015 comme un actif incorporel qui sera amorti à partir du 1^{er} janvier 2017. Le premier des trois paiements a été effectué au 12 janvier 2015, les paiements suivants interviendront en décembre 2016 et septembre 2018.

Autres faits marquants du semestre

Le 15 janvier 2015, Kering a cédé les actifs du groupe Movitex à l'équipe dirigeante, après avoir recapitalisé la société selon les termes de l'accord préliminaire signé le 3 décembre 2014.

Le 20 mars 2015, Kering a réalisé une émission obligataire à taux fixe de 500 millions d'euros à 7 ans assortie d'un coupon de 0,875 %. Elle a été complétée par deux emprunts obligataires en devises : l'un de 150 millions de dollars américains émis sous forme de FRN (*floating rate note*) en mars 2015 pour une durée de 5 ans, et le second de 150 millions de dollars américains émis à taux fixe en juin 2015 pour une durée de 6 ans avec un coupon annuel 2,887 %.

Le 25 mars 2015, Kering a procédé au rachat des parts détenues par les actionnaires minoritaires de Sowind Group conformément aux accords signés en juin 2011 avec les co-actionnaires. Cette acquisition n'a pas d'incidence significative sur les comptes semestriels du groupe.



PUMA a annoncé le 30 juin 2015 avoir cédé les droits de propriété intellectuelle (dont la marque) de sa filiale Tretorn Group à la société américaine Authentic Brands Group, LLC (ABG). PUMA avait acquis Tretorn en 2002, société basée à Helsingborg en Suède et produisant des articles de sport et de loisirs. Cette cession s'inscrit dans le cadre du recentrage stratégique de PUMA sur ses activités principales.

Note 5 Secteurs opérationnels

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans la note 4 du document de référence 2014.

La mesure de la performance de chaque secteur opérationnel, utilisée par le principal décideur opérationnel, est basée sur le résultat opérationnel courant.

Les dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant correspondent aux dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles comptabilisées dans le résultat opérationnel courant.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles correspondent aux acquisitions brutes d'immobilisations y compris décalage de trésorerie et hors investissement d'immobilisations en contrat de location-financement.

Les actifs sectoriels non courants se composent des goodwill, des marques et autres immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants.

Les actifs sectoriels se composent des actifs sectoriels non courants, des stocks, des créances clients et des autres actifs courants.

Les passifs sectoriels se composent des impôts différés passifs sur les marques, des dettes fournisseurs et des autres passifs courants.



Informations par enseigne

<i>(en millions d'euros)</i>	Gucci	Bottega Veneta	Yves Saint Laurent	Autres marques	Luxe
30 juin 2015					
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	1 874,2	629,2	443,1	815,5	3 762,0
Résultat opérationnel courant	501,6	180,1	60,5	63,8	806,0
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	85,5	18,5	19,1	31,6	154,7
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	62,0	13,4	11,9	6,7	94,0
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	76,5	20,7	27,8	36,0	161,0
30 juin 2014					
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	1 676,3	525,5	320,6	671,2	3 193,6
Résultat opérationnel courant	527,6	163,1	40,9	74,3	805,9
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	68,8	14,6	11,4	24,7	119,5
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(56,1)	(17,6)	(6,4)	(20,0)	(100,1)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	66,7	18,6	23,2	38,0	146,5
31 décembre 2014					
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	3 497,2	1 130,5	707,3	1 423,6	6 758,6
Résultat opérationnel courant	1 056,0	357,2	105,1	147,3	1 665,6
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	143,2	31,6	25,8	53,0	253,6
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(78,8)	(27,0)	(7,8)	(31,4)	(145,0)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	186,4	40,8	54,2	91,0	372,4
Actifs sectoriels	8 478,7	731,4	1 378,0	3 108,5	13 696,6
Passifs sectoriels	2 105,7	184,6	306,4	557,4	3 154,1

⁽¹⁾ Hors Groupe

PUMA	Autres marques	Sport & Lifestyle	Corporate et autres	Total
1 601,2	129,8	1 731,0	19,5	5 512,5
40,7	(2,3)	38,4	(71,2)	773,2
27,7	4,0	31,7	12,2	198,6
2,3	(0,7)	1,6	52,7	148,3
42,0	2,8	44,8	97,2	303,0
1 386,1	112,6	1 498,7	18,1	4 710,4
70,8	0,1	70,9	(59,4)	817,4
24,2	1,7	25,9	9,1	154,5
0,6	(1,5)	(0,9)	64,6	(36,4)
36,5	4,7	41,2	26,8	214,5
2 990,2	254,9	3 245,1	33,8	10 037,5
128,0	9,5	137,5	(139,1)	1 664,0
50,6	3,1	53,7	19,4	326,7
(4,8)	(3,0)	(7,8)	128,4	(24,4)
75,9	9,6	85,5	93,5	551,4
6 149,0	414,4	6 563,4	389,6	20 649,6
1 750,7	137,3	1 888,0	274,5	5 316,6



Note 6 *Autres produits et charges opérationnels non courants*

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014
Charges opérationnelles non courantes	(192,7)	(194,6)
Charges de restructuration	(9,9)	(8,3)
Dépréciation d'actifs	(149,0)	(186,2)
Moins-values sur cessions d'actifs	-	(0,1)
Autres	(33,8)	-
Produits opérationnels non courants	150,9	195,6
Plus-values sur cessions d'actifs	148,1	186,2
Autres	2,8	9,4
Total	(41,8)	1,0

Les Autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe, qui regroupent les éléments inhabituels de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique de chaque marque, s'élèvent à -41,8 millions d'euros sur le premier semestre 2015.

Ils incluent principalement des charges de restructurations et des dépréciations d'actifs sur le Pôle Luxe, notamment des dépréciations de stocks chez Gucci en lien avec la transition en cours dans la marque. Les produits opérationnels non courants incluent la plus-value de cession de la marque Tretorn ainsi que la plus-value réalisée sur la cession d'un ensemble immobilier.

Au 30 juin 2014, ce poste représentait un produit net de 1,0 million d'euros et était principalement constitué de dépréciations d'actifs à hauteur de -186,2 millions d'euros dont la perte de valeur du goodwill des autres marques du Sport & Lifestyle à hauteur de -183,2 millions d'euros et de plus-values sur cession d'actifs pour un montant net de 186,1 millions d'euros incluant principalement la cession d'un ensemble immobilier.

Note 7 Charges financières (nettes)

Les charges financières nettes s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014
Coût de l'endettement financier net	(64,2)	(86,0)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2,1	4,0
Charges financières au coût amorti	(65,7)	(91,4)
Gains et pertes sur dettes / emprunts couverts en juste valeur	-	1,4
Gains et pertes sur dérivés de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie	(0,6)	-
Autres produits et charges financiers	(72,0)	(18,3)
Pertes nettes sur actifs financiers disponibles à la vente	(6,7)	(1,4)
Gains et pertes de change	(4,2)	(1,1)
Part inefficace des couvertures de flux de trésorerie	(54,8)	(10,8)
Gains et pertes sur dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture (change et taux)	0,3	0,6
Effet de l'actualisation des actifs et passifs	(5,1)	(4,6)
Autres charges financières	(1,5)	(1,0)
Total	(136,2)	(104,3)

Note 8 Impôt

Le taux d'impôt du Groupe se détermine comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014
Résultat avant impôt	595,2	714,1
Éléments non courants	(41,8)	1,0
Résultat courant avant impôt	637,0	713,1
Charge totale d'impôt	(141,4)	(146,0)
Impôt sur éléments non courants	(15,1)	(16,1)
Charge d'impôt courant	(126,3)	(129,9)
Taux d'impôt effectif	23,8%	20,4%
Taux d'impôt courant	19,8%	18,2%

Une charge d'impôt nette de 9,5 millions d'euros a été enregistrée dans les comptes du premier semestre 2015 compte tenu du complément de dividende en numéraire versé au titre de l'année 2014 en légère augmentation comparée à celle comptabilisée au premier semestre 2014.



Note 9 *Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence*

Au 30 juin 2015, les participations dans les sociétés mises en équivalence incluent essentiellement les participations dans Wilderness, Tomas Maier et Joseph Altuzarra. Elles sont présentées comme suit au bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014
Participations dans les sociétés mises en équivalence	21,6	19,1

La valeur de marché de la participation dans Wilderness s'élève à 27,6 millions d'euros. Les états financiers consolidés de Wilderness sont disponibles sur le site Wilderness à l'adresse suivante : <http://www.wilderness-holdings.com>.

Note 10 *Actifs détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession*

Durant l'année 2014 et en début d'année 2015, Kering a finalisé le processus de cession du groupe Redcats concernant les entités La Redoute, Relais Colis, Diam et les actifs du Groupe Movitex.

Sur l'ensemble des périodes présentées, les activités arrêtées, cédées ou en cours de cession regroupent principalement les activités de Redcats et de Sergio Rossi.

En application de la norme IFRS 5, le Groupe a évalué ces groupes d'actifs et tous les actifs qui le composent au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa valeur recouvrable. Celle-ci peut se définir comme la juste valeur diminuée du coût de la vente ou la valeur d'utilité.

Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat net de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Activités abandonnées », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

Les actifs et passifs des « activités cédées ou en cours de cession » sont présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Les actifs et passifs des « activités arrêtées » ne sont pas présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe.

Impact sur les états financiers

Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession se présentent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014
Produits des activités ordinaires	32,1	480,8
Coût des ventes	(17,2)	(203,1)
Marge brute	14,9	277,7
Charges de personnel	(10,5)	(90,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	(11,6)	(227,9)
Résultat opérationnel courant	(7,2)	(40,4)
Autres produits et charges opérationnels non courants	1,3	(252,7)
Résultat opérationnel	(5,9)	(293,1)
Charges financières (nettes)	(0,5)	(3,3)
Résultat avant impôt	(6,4)	(296,4)
Impôt sur le résultat	(0,9)	(3,9)
Résultat net sur cession des activités abandonnées	(3,4)	(62,4)
Résultat net	(10,7)	(362,7)
dont part du Groupe	(10,7)	(362,7)
dont part des intérêts non contrôlés	-	-

Au 30 juin 2015, le résultat net des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession comprend principalement la contribution de Sergio Rossi.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(24,3)	(68,6)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	11,0
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(67,0)	(522,0)
Incidence des variations des cours de change	(0,4)	2,7
Flux nets de trésorerie	(91,7)	(576,9)
Trésorerie d'ouverture ou flux nets et variation des flux intragroupes	6,4	204,7
Flux nets liés aux activités abandonnées ⁽¹⁾	(85,3)	(372,2)

⁽¹⁾ Ligne présentée dans le tableau des flux de trésorerie du Groupe.

Les flux liés aux activités abandonnées incluent principalement le paiement effectué en janvier 2015 lié au transfert en décembre 2014 des actifs du fonds de pension Redcats UK et la recapitalisation de Movitex.



Les activités cédées ou en cours de cession ont un impact sur le bilan consolidé du Groupe pour les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Actifs détenus en vue de la vente	88,3	107,9	88,5
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente	60,3	173,6	63,9

Note 11 Résultats par action

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-dessous pour le calcul du résultat net par action majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives. Les actions potentiellement dilutives correspondent aux actions accordées au personnel dans le cadre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres.

Le résultat net est corrigé des charges théoriques d'intérêts nettes d'impôts relatives aux instruments convertibles et échangeables.

11.1. Résultats par action

Résultat par action au 30 juin 2015

	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires <i>(en millions d'euros)</i>	423,1	433,8	(10,7)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 328 257	126 328 257	126 328 257
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(352 692)	(352 692)	(352 692)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 975 565	125 975 565	125 975 565
Résultat de base par action (en euros)	3,36	3,44	(0,08)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires <i>(en millions d'euros)</i>	423,1	433,8	(10,7)
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué (en millions d'euros)	423,1	433,8	(10,7)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 975 565	125 975 565	125 975 565
Actions ordinaires potentielles dilutives	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 975 565	125 975 565	125 975 565
Résultat dilué par action (en euros)	3,36	3,44	(0,08)



Résultat par action au 30 juin 2014

	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires (en millions d'euros)	184,5	547,2	(362,7)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 250 670	126 250 670	126 250 670
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(337 298)	(337 298)	(337 298)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 913 372	125 913 372	125 913 372
Résultat de base par action (en euros)	1,47	4,35	(2,88)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires (en millions d'euros)	184,5	547,2	(362,7)
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué (en millions d'euros)	184,5	547,2	(362,7)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 913 372	125 913 372	125 913 372
Actions ordinaires potentielles dilutives	47 944	47 944	47 944
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 961 316	125 961 316	125 961 316
Résultat dilué par action (en euros)	1,46	4,34	(2,88)

Résultat par action au 31 décembre 2014

	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires (en millions d'euros)	528,9	1 007,7	(478,8)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 264 178	126 264 178	126 264 178
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(342 549)	(342 549)	(342 549)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 921 629	125 921 629	125 921 629
Résultat de base par action (en euros)	4,20	8,00	(3,80)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires (en millions d'euros)	528,9	1 007,7	(478,8)
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué (en millions d'euros)	528,9	1 007,7	(478,8)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 921 629	125 921 629	125 921 629
Actions ordinaires potentielles dilutives	23 049	23 049	23 049
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 944 678	125 944 678	125 944 678
Résultat dilué par action (en euros)	4,20	8,00	(3,80)



11.2. Résultats par action des activités poursuivies hors éléments non courants

Les éléments non courants concernent le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants » du compte de résultat pour son montant net d'impôts et d'intérêts non contrôlés.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	433,8	547,2	1 007,7
Autres produits et charges opérationnels non courants	(41,8)	1,0	(112,1)
Impôt sur autres produits et charges opérationnels non courants	(15,1)	(16,1)	(57,6)
Résultat des intérêts non contrôlés sur autres produits et charges opérationnels non courants	1,5	-	-
Résultat net hors éléments non courants	489,2	562,3	1 177,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 328 257	126 250 670	126 264 178
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(352 692)	(337 298)	(342 549)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 975 565	125 913 372	125 921 629
Résultat hors éléments non courants de base par action (en euros)	3,88	4,47	9,35
Résultat net hors éléments non courants	489,2	562,3	1 177,4
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué	489,2	562,3	1 177,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 975 565	125 913 372	125 921 629
Actions ordinaires potentielles dilutives	-	47 944	23 049
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 975 565	125 961 316	125 944 678
Résultat dilué par action (en euros)	3,88	4,46	9,35

Note 12 Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global sont principalement composés :

- des profits et des pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger ;
- de la partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ;
- des profits et des pertes relatifs à la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente et des autres instruments financiers ;
- des éléments relatifs à l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel : excédents des actifs des régimes de retraite non reconnus et écarts actuariels constatés sur les régimes à prestations définies.



Le montant de ces éléments, avant et après effets d'impôt liés, ainsi que les ajustements de reclassement en résultat, sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Brut	Impôt	Net
Écart de conversion	(11,5)		(11,5)
Couvertures des flux de trésorerie	(62,0)	3,4	(58,6)
- <i>variation de juste valeur</i>	(29,0)		
- <i>recyclage en résultat</i>	(33,0)		
Actifs disponibles à la vente	(0,2)	0,1	(0,1)
- <i>variation de juste valeur</i>	(0,2)		
- <i>recyclage en résultat</i>			
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Écarts actuariels	0,1	(0,2)	(0,1)
Quote-part des autres éléments de résultat global des entreprises associées			
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2014	(73,6)	3,3	(70,3)
Écart de conversion	74,7		74,7
Couvertures des flux de trésorerie	(147,1)	(4,0)	(151,1)
- <i>variation de juste valeur</i>	(137,1)		
- <i>recyclage en résultat</i>	(10,0)		
Actifs disponibles à la vente	(1,1)	0,4	(0,7)
- <i>variation de juste valeur</i>	(1,1)		
- <i>recyclage en résultat</i>			
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé	10,0		10,0
Écarts actuariels	(9,4)	4,1	(5,3)
Quote-part des autres éléments de résultat global des entreprises associées			
Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2014	(72,9)	0,5	(72,4)
Écart de conversion	183,8		183,8
Couvertures des flux de trésorerie	(37,1)	6,6	(30,5)
- <i>variation de juste valeur</i>	(202,8)		
- <i>recyclage en résultat</i>	165,7		
Actifs disponibles à la vente	(2,0)		(2,0)
- <i>variation de juste valeur</i>	(2,0)		
- <i>recyclage en résultat</i>			
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Écarts actuariels	(26,9)		(26,9)
Quote-part des autres éléments de résultat global des entreprises associées			
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2015	117,8	6,6	124,4



Un montant négatif sur la ligne « Recyclage en résultat » signifie qu'un produit est enregistré dans le compte de résultat.

Le montant des réévaluations des instruments de couverture des flux de trésorerie transféré en résultat est comptabilisé dans la marge brute.

Le montant des réévaluations des actifs financiers disponibles à la vente transféré en résultat est comptabilisé dans le résultat financier.

Note 13 *Capitaux propres*

Au 30 juin 2015, le capital social s'élève à 505 117 288 euros. Il est composé de 126 279 322 actions entièrement libérées de valeur nominale de 4 euros (126 226 490 actions de valeur nominale de 4 euros au 31 décembre 2014).

13.1. Actions Kering auto-détenues et options sur titres Kering

Au cours du premier semestre 2015, le nombre d'actions d'autocontrôle a augmenté de 6 061 titres selon les modalités suivantes :

- acquisition de 932 055 titres dans le cadre du contrat de liquidité ;
- cession de 932 055 titres dans le cadre du contrat de liquidité ;
- acquisition de 8 021 titres Kering en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre des plans d'actions gratuites de 2011 et 2012 ;
- attribution de 8 090 titres aux salariés dans le cadre des plans d'actions gratuites de mai 2011 ;
- acquisition de 125 000 titres Kering en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre de plans d'options d'achat notamment les plans de 2007 ;
- cession aux salariés de 118 870 titres dans le cadre des plans d'options d'achat de 2007.

Par ailleurs, suite à différentes levées d'options de souscription d'actions au cours du premier semestre 2015, le capital a été augmenté de 12 832 actions, amenant ainsi le capital social de Kering à 126 279 322 actions au 30 juin 2015.

Le 26 mai 2004, Kering a confié un mandat à un intermédiaire financier en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres. Ce contrat est conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) et approuvée par l'Autorité des marchés financiers. Doté initialement de 40,0 millions d'euros pour moitié en espèces et pour moitié en titres Kering, ce contrat a fait l'objet de dotations complémentaires en espèces de 20,0 millions d'euros le 3 septembre 2004 et de 30,0 millions d'euros le 18 décembre 2007.

Au 30 juin 2015, Kering ne détient aucune action dans le cadre du contrat de liquidité (aucune action n'était détenue dans le cadre de ce contrat au 31 décembre 2014). Hors cadre du contrat de liquidité, Kering détient 27 598 actions auto-détenues (Kering détenait 21 537 actions au 31 décembre 2014).

13.2. Dividendes

L'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2014 a décidé, le 23 avril 2015, le versement d'un dividende de 4,0 euros par action au titre de l'exercice.

Compte tenu d'un acompte en numéraire de 1,50 euro par action déjà mis en paiement le 26 janvier 2015, un solde en numéraire de 2,50 euros par action a été mis en paiement le 30 avril 2015.

Le montant total des dividendes ainsi versé s'est établi à 504,9 millions d'euros compte tenu des actions Kering auto-détenues.

Note 14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Trésorerie	860,0	1 172,3	1 033,3
Équivalents de trésorerie	62,9	53,5	56,6
Total	922,9	1 225,8	1 089,9

Au 30 juin 2015, les équivalents de trésorerie comprennent des OPCVM, des certificats de dépôts et des dépôts à terme de moins de trois mois.

Les éléments comptabilisés par le Groupe en tant que « Trésorerie et équivalents de trésorerie » répondent strictement aux critères repris dans la position de l'AMF publiée en 2008 et actualisée en 2011 et 2013. En particulier, les placements sont revus régulièrement conformément aux procédures du Groupe et dans le strict respect des critères de qualification définis par la norme IAS 7 et des recommandations de l'AMF. Au 30 juin 2015, ces analyses n'ont pas conduit à des changements de classification comptable préalablement retenue.



Note 15 Dettes financières brutes

(en millions d'euros)	30/06/2015	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà	30/06/2014	31/12/2014
Emprunts et dettes financières à long terme	3 831,6		242,7	282,7	1 042,8	210,5	2 052,9	2 710,6	3 192,2
Emprunts obligataires	3 453,9		149,8	199,5	994,5	133,8	1 976,3	2 143,0	2 640,4
Lignes de crédit confirmées									
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	239,9		86,5	55,7	32,4	39,8	25,5	183,0	188,2
Dettes sur contrats de location-financement	61,8		6,4	8,6	6,1	5,5	35,2	64,7	64,7
Autres dettes financières	76,0			18,9	9,8	31,4	15,9	319,9	298,9
Emprunts et dettes financières à court terme	2 428,6	2 428,6						2 431,4	2 288,4
Emprunts obligataires								750,4	750,0
Lignes de crédit confirmées									
Utilisation des lignes de crédit non confirmées	130,9	130,9						123,6	133,9
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	77,0	77,0						115,0	75,8
Dettes sur contrats de location-financement	11,0	11,0						4,1	6,9
Découverts bancaires	306,4	306,4						200,1	284,5
Billets de trésorerie	1 728,8	1 728,8						1 197,0	969,8
Autres dettes financières	174,5	174,5						41,2	67,5
Total	6 260,2	2 428,6	242,7	282,7	1 042,8	210,5	2 052,9	5 142,0	5 480,6
%		38,8%	3,9%	4,5%	16,6%	3,4%	32,8%		

Au 30 juin 2015, l'ensemble de la dette brute est comptabilisé au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif déterminé après prise en compte des frais d'émissions et des primes de remboursement ou d'émission identifiés et rattachés à chaque passif.

Au 30 juin 2015, les emprunts obligataires représentent 55,2 % de la dette brute contre 56,3 % au 30 juin 2014 et 61,9 % au 31 décembre 2014.

La part des dettes à plus d'un an représente 61,2 % de l'endettement brut global au 30 juin 2015 (52,7 % au 30 juin 2014 et 58,3 % au 31 décembre 2014).

Au 30 juin 2015, le Groupe dispose de 4 153,4 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

Le solde des lignes de crédit confirmées non utilisées au 30 juin 2015 s'élève à 4 131,8 millions d'euros.

Les tirages à court terme sur des lignes adossées à des crédits confirmés à plus d'un an sont classés dans les échéances à plus d'un an.

Les intérêts courus figurent dans la rubrique « Autres dettes financières ».

Note 16 Instruments dérivés en valeur de marché

Au 30 juin 2015, conformément à la norme IAS 39, la valeur de marché des instruments financiers dérivés figure au bilan à l'actif dans les rubriques « Actifs financiers non courants » et « Autres actifs financiers courants » et au passif dans les rubriques « Autres passifs financiers non courants » et « Autres passifs financiers courants ».



La juste valeur des dérivés couvrant le risque de taux d'intérêt est inscrite en non courant ou en courant en fonction du sous-jacent de dette auquel ils sont affectés.

La juste valeur des dérivés de change est enregistrée en autres actifs financiers ou passifs financiers courants.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	Risque de taux d'intérêt	Risque de change	Autres risques de marché	30/06/2014	31/12/2014
Dérivés actif	77,3	0,5	76,8		8,7	96,5
Non Courant	0,3	0,3			0,5	0,4
Dérivés actif - à la juste valeur par le résultat	0,3	0,3			0,5	0,4
Dérivés actif - couverture de flux de trésorerie						
Dérivés actif - couverture de juste valeur						
Courant	77,0	0,2	76,8		8,2	96,1
Dérivés actif - à la juste valeur par le résultat	4,2	0,2	4,0		3,1	18,8
Dérivés actif - couverture de flux de trésorerie	60,0		60,0		2,9	70,6
Dérivés actif - couverture de juste valeur	12,8		12,8		2,2	6,7
Dérivés passif	136,9	2,0	134,9		20,8	157,7
Non Courant	9,1	2,0	7,1		1,1	2,8
Dérivés passif - à la juste valeur par le résultat	7,1		7,1			1,5
Dérivés passif - couverture de flux de trésorerie	2,0	2,0			1,1	1,3
Dérivés passif - couverture de juste valeur						
Courant	127,8		127,8		19,7	154,9
Dérivés passif - à la juste valeur par le résultat	12,3		12,3		2,9	24,5
Dérivés passif - couverture de flux de trésorerie	98,9		98,9		13,1	113,5
Dérivés passif - couverture de juste valeur	16,6		16,6		3,7	16,9
TOTAL	(59,6)	(1,5)	(58,1)		(12,1)	(61,2)

Les dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs sont comptabilisés pour leur part efficace en contrepartie des capitaux propres.

La variation de réserve de couverture de flux de trésorerie est présentée dans la Note 12.

L'évaluation des dérivés au 30 juin 2015 a été effectuée en prenant en compte l'ajustement de crédit de valeur (CVA) et l'ajustement de débit de valeur (DVA) conformément à la norme IFRS 13. La probabilité de défaut est déduite des données de marchés lorsqu'elles sont disponibles pour la contrepartie. L'impact est non matériel pour le Groupe en date d'arrêté.



Note 17 Classification comptable et Valeur de marché des instruments financiers

Les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché au 30 juin 2015 s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2015		Ventilation par classification comptable			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	464,2	464,2		166,8	297,1	
Actif courant						
Créances clients	1 115,2	1 115,2				1 115,2
Autres actifs financiers courants	86,7	86,7			9,7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	922,9	922,9				
			62,9			860,0
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	3 831,6	3 978,1				3 831,6
Autres passifs financiers non courants	9,1	9,1				
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	2 428,6	2 428,6				2 428,6
Autres passifs financiers courants	129,0	129,0				1,2
Dettes fournisseurs	1 051,1	1 051,1				1 051,1

Au 30 juin 2015, les méthodes de valorisation retenues pour les instruments financiers sont les suivantes :

- Les instruments financiers autres que les dérivés inscrits à l'actif du bilan :

Les valeurs comptables retenues sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché à l'exception des valeurs mobilières de placement et des titres de participation non consolidés dont la valeur de marché a été déterminée sur la base du dernier cours de bourse connu au 30 juin 2015 pour les titres cotés.

- Les instruments financiers autres que les dérivés inscrits au passif du bilan :

La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier cours de bourse en date de clôture.

Pour les autres emprunts, elle a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt en date de clôture.



		30/06/2014		31/12/2014	
Instruments dérivés avec comptabilité de couverture	Instruments dérivés sans comptabilité de couverture	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur comptable	Valeur de marché
	0,3	303,3	303,3	400,0	400,0
		988,2	988,2	1 030,0	1 030,0
72,8	4,2	18,8	18,8	106,3	106,3
		1 225,8	1 225,8	1 089,9	1 089,9
		2 710,6	2 881,4	3 192,2	3 424,9
2,0	7,1	1,1	1,1	2,8	2,8
		2 431,4	2 449,9	2 288,4	2 292,2
115,5	12,3	19,7	19,7	346,8	346,8
		929,8	929,8	982,8	982,8

- Les instruments financiers dérivés :

La valeur de marché a été fournie par les établissements financiers contreparties aux transactions ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché en date de clôture.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) et s'appuie sur cette classification, en conformité avec les normes comptables internationales, pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur par résultat en date d'arrêt :

Catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;

Catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;

Catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.



Note 18 *Endettement financier net*

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Dettes financières brutes hors financement des concours à la clientèle	6 260,2	5 130,8	5 480,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(922,9)	(1 225,8)	(1 089,9)
Endettement financier net	5 337,3	3 905,0	4 390,7

Note 19 *Tableau des flux de trésorerie*

La trésorerie nette des découverts bancaires s'élève au 30 juin 2015 à 616,5 millions d'euros et correspond au montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie présenté dans le tableau des flux de trésorerie.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	922,9	1 225,8	1 089,9
Découverts bancaires	(306,4)	(200,1)	(284,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie	616,5	1 025,7	805,4

19.1. Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 303,0 millions d'euros sur le premier semestre 2015 (214,5 millions d'euros sur le premier semestre 2014).

Le montant des investissements en location financement n'est pas significatif (aucun investissement d'immobilisations corporelles n'avait été effectué sur le premier semestre 2014).

Les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 42,2 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élevaient à 341,3 millions sur le premier semestre 2014 et incluaient principalement la cession d'un ensemble immobilier.

19.2. Acquisitions et cessions de filiales

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	-	(0,9)	(593,8)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	(2,9)	(0,1)	3,6
Total	(2,9)	(1,0)	(590,2)

Sur le premier semestre 2015, il n'y a pas eu d'acquisition ou de cession de filiales significatives (comme sur le premier semestre 2014).

Pour les activités cédées ayant fait l'objet d'un retraitement selon la norme IFRS 5, les impacts de la trésorerie cédée sont présentés sur la ligne « Flux nets liés aux activités abandonnées ».



19.3. Augmentation / Diminution de capital et autres opérations avec les actionnaires

Sur le premier semestre 2015, les opérations avec les actionnaires sont non significatives comme sur le premier semestre 2014.

19.4. Acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle

Au cours du premier semestre 2015, le nombre d'actions d'autocontrôle augmente de 6 061 titres selon les modalités suivantes :

- acquisition de 932 055 titres dans le cadre du contrat de liquidité ;
- cession de 932 055 titres dans le cadre du contrat de liquidité ;
- acquisition de 8 021 titres Kering en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre des plans d'actions gratuites de 2011 et 2012 ;
- attribution de 8 090 titres aux salariés dans le cadre du plan d'actions gratuites de mai 2011 ;
- acquisition de 125 000 titres Kering en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre de plans d'options d'achat notamment le plan de 2007 ;
- cession aux salariés de 118 870 titres dans le cadre du plan d'options d'achat de 2007.

Au cours du premier semestre 2014, l'incidence des acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle correspondait :

- à l'acquisition de 945 220 titres dans le cadre du contrat de liquidité ;
- à la cession de 922 470 titres dans le cadre du contrat de liquidité ;
- acquisition de 55 000 titres Kering en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre des plans d'actions gratuites de 2010 et 2012 ;
- attribution de 59 206 titres aux salariés dans le cadre des plans d'actions gratuites de mai 2010 et avril 2012 ;
- acquisition de 100 000 titres Kering en vue de leur attribution aux salariés dans le cadre de plans d'options d'achat notamment les plans de 2006 et 2007 ;
- cession aux salariés de 123 626 titres dans le cadre des plans d'options d'achat de 2006 et 2007.

19.5. Émission et remboursement d'emprunts

Les remboursements d'emprunts incluent principalement le remboursement de l'emprunt obligataire de 750 millions d'euros arrivant à échéance en avril 2015, émis en 2010 pour 500 millions d'euros puis abondé en 2012 à hauteur de 250 millions d'euros et portant coupon à 3,75 %.

Les émissions d'emprunts intègrent les nouveaux financements obligataires mis en place au cours du 1^{er} semestre 2015 pour un total de 818 millions d'euros. Elles incluent notamment un emprunt obligataire en euros émis à taux fixe en mars 2015 pour 500 millions d'euros pour une durée de 7 ans (coupon annuel 0,875 %) et deux emprunts obligataires en devises : l'un de 150 millions de dollars américains émis sous forme de FRN (floating rate note) en mars 2015 pour une durée de 5 ans et le second de 150 millions de dollars américains émis à taux fixe en juin 2015 pour une durée de 6 ans (coupon annuel 2,887 %).



Les variations des autres dettes portent principalement sur les émissions et les remboursements des billets de trésorerie de Kering Finance.

Note 20 Evolution des Passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels

20.1. Engagements donnés ou reçus suite à des cessions d'actifs

Au cours du premier semestre 2015, les engagements donnés et reçus suite à des cessions d'actifs n'ont pas évolué significativement par rapport à ceux décrits dans la Note 34 du Document de Référence 2014.

20.2. Autres évolutions

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autres évolutions significatives des autres engagements donnés et reçus par le Groupe ainsi que des passifs éventuels.

Note 21 Parties liées ayant un contrôle sur le groupe

La société Kering est contrôlée par Artémis, elle-même détenue en totalité par la société Financière Pinault. Au 30 juin 2015, le groupe Artémis détient 41,2 % du capital et 57,7 % des droits de vote de Kering.

Les principales opérations de l'exercice, entre l'ensemble des sociétés consolidées du groupe Kering et la société Artémis, sont les suivantes :

- versement du solde du dividende de l'exercice 2014 soit 130,1 millions d'euros, un acompte sur dividende de 77,5 millions d'euros ayant été mis en paiement en janvier 2015 (193,6 millions d'euros pour 2013) ;
- constatation, pour le premier semestre 2015, d'une redevance de 1,4 million d'euros (1,2 million d'euros versés au titre de 2014) au titre, d'une part, d'une mission de conseil et d'étude en matière de développement et d'appui dans la réalisation d'opérations complexes et, d'autre part, de la fourniture d'opportunités de développement, d'affaires ou de facteurs de réduction des coûts ; cette rémunération fait l'objet d'une convention examinée par le Comité d'audit et autorisée par le Conseil d'administration.
- cession d'une participation détenue par Kering Netherlands BV dans la société Global Fashion Holding SA (GFH) à la société Témaris SA (filiale d'Artémis) pour un prix de vente de 12,8 millions d'euros établi sur la base de la valorisation de GFH résultant d'une récente augmentation de capital de celle-ci ; cette cession fait l'objet d'une convention réglementée autorisée préalablement par le Conseil d'administration.

Note 22 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 30 juin 2015 et la date d'arrêt des comptes par le Conseil d'administration du 27 juillet 2015.



3. *Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle*

Période du 1er janvier au 30 juin 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KERING, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 27 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

Deloitte & Associés

Département de KPMG SA

Hervé Chopin

Frédéric Moulin



4. Déclaration des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice, ainsi que des principales transactions entre parties liées.

Fait à Paris, le 27 juillet 2015

Jean-François Palus, Directeur Général délégué

Jean-Marc Duplax, Directeur Financier Groupe



Société anonyme au capital de 505 065 960 euros
Siège social : 10 avenue Hoche – 75381 Paris cedex 08
552 075 020 RCS Paris
Tél. : +33 (0)1 45 64 61 00
kering.com

Ce document a été réalisé par un imprimeur éco-responsable diplômé Imprim'Vert
sur du papier certifié PEFC fabriqué à partir de bois issu de forêts gérées durablement.

Empowering Imagination